

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION
Opération Barkhane



DOSSIER
Le parachute

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION

- 4** Barkhane : renforcer la sécurité du Sahel et du Sahara
- 10** Sangaris : consolider une paix fragile
- 14** Les forces françaises déployées dans le monde
- 16** Prix image Sergent-Vermeille

- 18** Les opérations en bref

FOCUS REFORME

- 20** Brèves
- 21** Un référentiel qui valorise les compétences

FOCUS DEFENSE

- 22** Interview du vice-amiral d'escadre Marin Gillier
- 24** Balard 2015 : nouveau départ pour le ministère
- 30** 100 villes, 100 héros, 100 drapeaux, interview du chef d'État-Major des armées
- 34** Arras : La renaissance de la citadelle
- 36** Les chiffres clés de la Défense en 2013-2014

- 38** Repères

DOSSIER

- 40** Le parachute sous toutes ses coutures

DETOURS

- 56** Culture. Louvre-Lens L'autre visage de la guerre
- 60** Portrait. Bob le plongeur
- 62** Histoire. Marseille : une libération audacieuse
- 66** Kiosque

PRÉSERVER LES MOYENS DE NOS AMBITIONS

ÉDITORIAL



RÉMI CONNAN@DICOD

Plus que jamais, la France entend assumer ses responsabilités internationales : elle ne fait pas que l'affirmer, elle le fait tous les jours en mobilisant ses hommes et ses moyens sur les théâtres les plus éloignés. Ce numéro fait le point sur plusieurs opérations en cours, de Barkhane pour la bande sahélo-saharienne à Sangaris en RCA, où les militaires français montrent quotidiennement leur courage, leurs savoir-faire et leur générosité.

Plus généralement, la France maintient au plus haut niveau son savoir-faire en matière de projection de forces et nous avons consacré un dossier spécial aux techniques et équipements du parachutisme : du largage de troupes à longue distance au largage de fret humanitaire, comme vient de le faire l'armée de l'Air au profit des réfugiés du Kurdistan irakien, dans une opération menée en coalition. C'est l'occasion, en évoquant les moyens de projection, et alors que la Direction générale de l'armement vient d'annoncer la réception du cinquième avion de transport A400M Atlas, de saluer la création officielle, le 17 septembre, du premier escadron Atlas de l'armée de l'Air, le 1/61 Touraine.

Ces équipements de nouvelle génération, qui permettent à la France de garder ses moyens à la hauteur de ses ambitions, sont aussi le fruit d'une politique dynamique de soutien à l'exportation et de programmes en coopération : c'est ce qu'a rappelé le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, le 9 septembre à l'Université d'été de la Défense, en soulignant l'importance des succès à l'exportation pour l'investissement de défense et le maintien des capacités opérationnelles.

Pour les armées françaises, cette rentrée correspond aussi à un temps fort dans le cycle des commémorations de la libération de la France en 1944, et du sursaut d'un peuple en armes en 1914 au cours de la bataille de la Marne. Les militaires français d'aujourd'hui sont animés des mêmes valeurs que les combattants d'hier : le courage, la volonté, la solidarité et le sens du sacrifice, c'était le sens des cérémonies célébrées dans cent départements le 6 septembre à l'initiative du chef d'État-Major des armées.

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions :** lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef :** lieutenant-colonel (terre) Olivier Destefanis. **Secrétaire générale de rédaction :** Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction :** Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique :** Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages :** adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), Éléonore Krempff (44 35), lieutenant de vaisseau (marine) Sandra Lewinski (40 04), aspirant (marine) Camille Martin (46 29), Loïc Picard (44 53), Marine Picat (51 68). **Infographies :** bureau éditions. **Prestations extérieures :** Guillaume Gardin, Jean-Claude Jaeger, lieutenant-colonel (terre) Erwan Poulichet, SGA. **Service photo :** Jean-Jacques Chatard (46 98), maréchal des logis-chef (terre) Rym Senoussi (48 40). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication :** Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure :** Key Graphic. **Impression :** Groupe Maury Imprimeur. **Routage :** EDIACA. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN :** 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD) :** 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit :** sergent-chef (air) Ebtissam Bellamou : 01 44 42 40 07. ebtissam.bellamou@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD) :** Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture :** largage de matériels et de vivres sur Tessalit au Mali, en février 2013, lors de l'opération Serval. Ghislain Mariette@ECPAD.

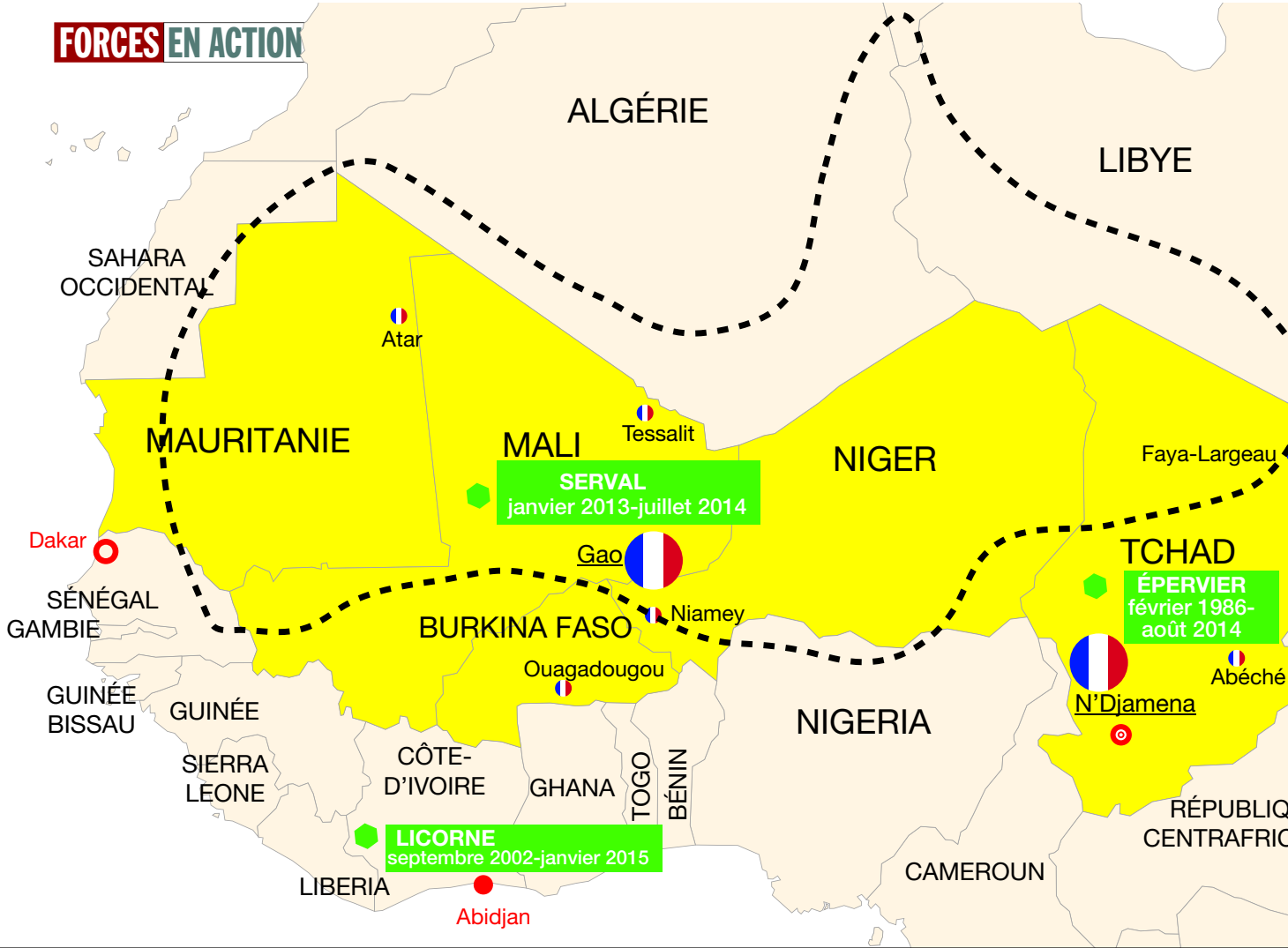


Barkhane

Renforcer la sécurité du Sahel et du Sahara



La France, déjà présente dans la bande sahélo-saharienne, a choisi de réunir ses forces opérationnelles sous un commandement régional unique. L'opération Barkhane, lancée le 1^{er} août, a pour objectif d'accroître la mise en commun des moyens afin de lutter contre la menace terroriste. Cette régionalisation des forces prépositionnées représente un complément stratégique qui renforce également la coopération militaire entre la France et les États africains du champ sahélien.



« C'est notre sécurité qui est en jeu. Celle des pays africains et la nôtre. Le monde est devenu dangereux. »

Ci-contre : des éléments du groupement tactique Désert traversent la ville malienne de Djebock pour remonter vers la plate-forme opérationnelle de Gao.

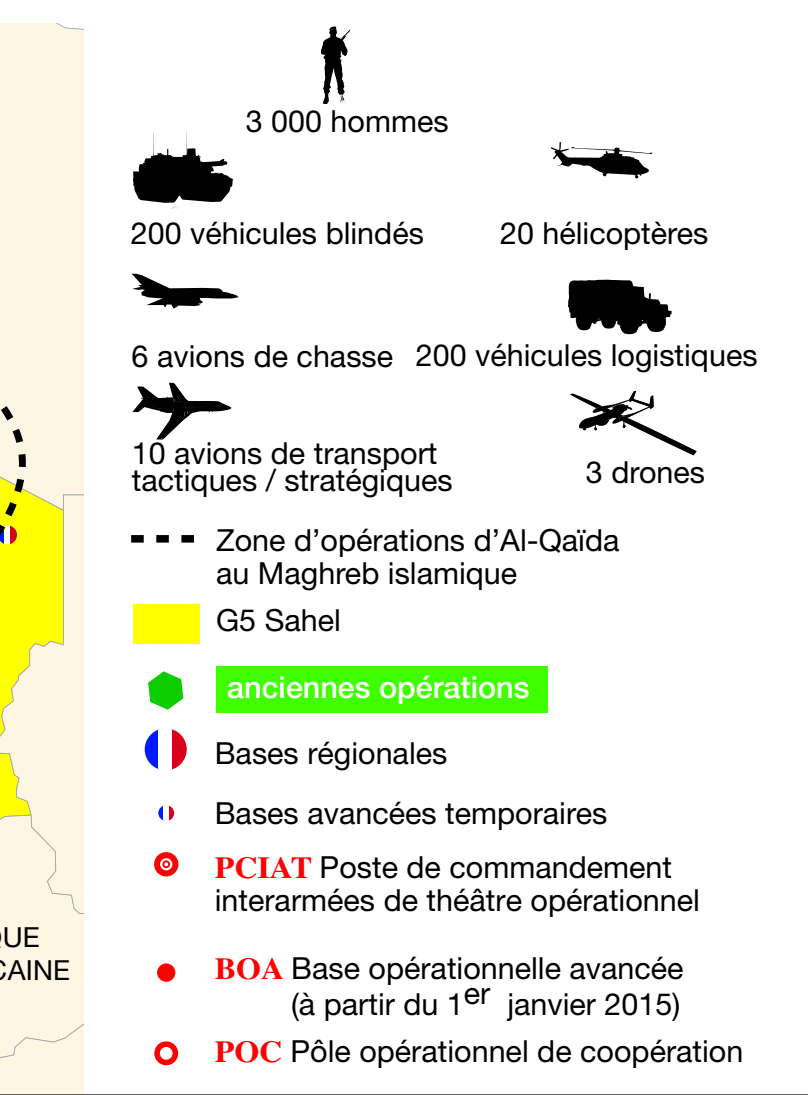
En bas : le 26 août, le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, s'est rendu au poste de commandement de Barkhane, à N'Djamena, au Tchad.

À droite : le chef de section de la compagnie Vert 10 éveille la curiosité des enfants de Djebock.



© ARRIVÉE DE TERRE

© E.M.A.S.S.A



Telle une dune de sable, Barkhane a pour but de renforcer la sécurité dans une région où la menace terroriste souffle en continu. La précédente intervention militaire africaine, française (Serval) et internationale au Mali a été un succès. Son bilan est éloquent : reconquête de l'intégralité territoriale du Mali, démantèlement du sanctuaire d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) dans l'Adrar des Ifoghas, neutralisation de près de 600 djihadistes (dont deux leaders historiques d'Aqmi), saisie de 200 tonnes de munitions, affaiblissement du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Un coup dur a donc été porté à la mouvance terroriste au Sahel, cependant les groupes armés terroristes (GAT) sont toujours présents et leurs forces se reconstituent plus à l'abri aux confins sahariens. Actuellement, le centre de gravité de la menace terroriste se déplace vers l'ouest (Mali, Niger, Tchad, Libye), dans une zone qui échappe aux autorités étatiques et où les milices armées prospèrent grâce aux trafics. Les forces françaises doivent à présent maintenir la pression afin de ne laisser aucun espace libre aux GAT qui menacent l'ensemble du Sahel et même au-delà. « *C'est notre sécurité qui est en jeu. Celle des pays africains et la nôtre en même temps. Le monde est devenu dangereux, il est dangereux à nos portes, en particulier à ces portes au sud de la Méditerranée qui sont extrêmement sensibles* », a déclaré Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, le 13 juillet dernier, lors d'une interview sur la chaîne d'information Itélé.

Un partenariat élargi au « G5 Sahel »

L'opération Barkhane, armée par 3 000 militaires français engagés dans la BSS, est dirigée par un poste de commandement interarmées de théâtre opérationnel installé à N'Djamena depuis le 21 juillet dernier. La mise en place de ce nouveau dispositif s'est faite en plusieurs étapes. Le 31 mars, la force Épervier est passée sous le contrôle opérationnel de celle de Serval. Cette régionalisation des opérations françaises ne s'est pas faite seule et se fonde sur un partenariat élargi à tous les pays du champ sahélien. Cette volonté a été confirmée par le chef d'État-Major des armées, le général d'armée Pierre de Villiers, qui était présent le 9 avril à Niamey, à l'occasion du « G5 Sahel », cadre institutionnel regroupant les ■■■





©ARMEE DE L'AIR



D. BLANCHET@ARMEE DE TERRE



F. RENAUT@ARMEE DE L'AIR

« Depuis plus de deux décennies, la menace terroriste a pris ses quartiers dans la bande sahélo-saharienne. »



©ARMEE DE TERRE

Ci-dessus : le général Palasset, commandant l'opération Barkhane, rencontre le détachement air sur la base de Niamey, au Niger.

En haut, à droite : des militaires du groupement tactique Désert accompagnent un habitant lors de la reconnaissance du village d'Imenas.

Au centre, à gauche : le chef de section de la compagnie Vert 10 rend compte de sa progression à son commandant d'unité.

Au centre, à droite : un Mirage 2000 décolle de Niamey pour une mission.

Ci-contre : un convoi remonte vers la base de Gao. Il est composé d'un PC, d'un peloton d'éclairage du 12^e régiment de cuirassiers, du détachement de liaison et d'appui opérationnel armé par le 1^{er} régiment étranger de cavalerie et des éléments du soutien logistique.



J.F. D'ARCANQUES@ECPAD



■ ■ ■ cinq chefs d'états-majors des pays de la BSS (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Tchad et Niger). Le 13 juillet, le président de la République a annoncé le futur lancement de Barkhane. Effective depuis le 1^{er} août, l'opération est sous les ordres du général de division Jean-Pierre Palasset. Homme de terrain, il a notamment dirigé la force française Licorne en Côte-d'Ivoire en 2010-2011, qui a participé à la chute de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo. Le général Palasset a ensuite commandé les forces françaises en Afghanistan en 2011-2012. La force Barkhane est répartie sur deux points d'appui permanent : l'un à N'Djamena (Tchad), l'autre à Gao (Mali). Des détachements seront également déployés sur des bases avancées temporaires, qui constitueront une série de « plates-formes relais » à partir desquelles seront conduites les missions.

Des forces prépositionnées déterminantes

L'opération Barkhane, et son dispositif de forces prépositionnées dans le Sahel, représente un atout stratégique incontestable dans la lutte contre les GAT. Durant Serval, toute la palette des savoir-faire aéroterrestres a pu être mise en œuvre. L'obtention de la rapidité d'intervention et la surprise tactique ont également été des éléments clés dans la victoire des forces déployées sur le terrain. Sans les forces françaises prépositionnées, l'opération Serval n'aurait pas pu stopper aussi vite l'offensive adverse au moment où elle atteignait un point de non-retour, menaçant de provoquer un séisme géopolitique au plan régional. Cependant, cette manœuvre a démontré certaines fragilités capacitaires. Au cœur du désert, la logistique revêt une importance vitale, surtout lors d'une manœuvre offensive. Dans un milieu si abrasif pour le matériel et si exigeant pour les hommes, la logistique doit viser systématiquement l'autonomie tactique maximale des forces engagées. Face à un ennemi furtif et transfrontalier tel que les GAT, des moyens de renseignements modernes sont indispensables. Un renseignement et une préparation de qualité réduisent la surprise sans jamais l'éliminer. Insérés dans le paysage géopolitique, connaissant le terrain, aguerris, interopérables avec les forces locales, travaillant dans la

confiance et en étroite coopération avec les forces des États concernés, les dispositifs prépositionnés sont d'une valeur inestimable.

Ce nouveau dispositif militaire français est modulable à la demande, en collaboration et au profit des États de la région, les pays du G5 Sahel. Il doit permettre à faire monter en puissance les capacités africaines de sécurité et s'inscrit dans les démarches bilatérales entre la France et ces pays africains. Par conséquent, il ne nécessite pas de nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Nécessité de disposer de forces armées africaines crédibles

Après l'intervention des forces françaises, la phase de stabilisation entamée au Mali a vu les Français transférer leurs responsabilités aux Africains de la Misma devenue Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali). Cette nouvelle phase a démontré la nécessité de disposer de forces armées africaines crédibles, outil indispensable à une résolution des crises sur le continent. Le but du nouveau dispositif est de permettre aux Africains de posséder, à terme, tous les outils nécessaires pour faire face aux GAT et assumer leurs responsabilités en matière de défense et de sécurité. « *La nouveauté ne réside pas dans les menaces elles-mêmes, mais bien plus dans leur nature, leurs manifestations et leurs modes d'action, analyse le colonel Aimé Barthélemy Simporé, des forces armées nationales du Burkina Faso. Depuis plus de deux décennies, la menace terroriste a pris ses quartiers dans la BSS. Sa faculté à se structurer et à mettre en œuvre de puissants moyens logistiques, sa capacité d'influence sur les groupes sociaux vulnérables, son aptitude à contourner la puissance dite classique sont édifiantes. La distinction classique entre menace extérieure et intérieure semble n'avoir plus de sens. Ce nouveau contexte sécuritaire induit des exigences opérationnelles plus fortes pour les armées confrontées à ces menaces. Le socle de ces exigences est le développement des capacités nationales de défense et le renforcement de la coopération régionale et internationale. Il s'agit bien d'un impératif induit par la nature même des menaces qui rend illusoire la capacité d'un état isolé à y faire face seul.* » ■

Sangaris

Consolider

une paix fragile

Au sein des groupements tactiques interarmes Acier, de Boissieu et Magenta, les 2 000 soldats de la force française assurent le maintien de la sécurité à Bangui ainsi que sur deux autres zones du pays. En appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique, ils contribuent au désarmement de groupes, instaurent le dialogue entre les communautés et expliquent leurs actions.

Des éléments
du GTIA de Boissieu effectuent
une reconnaissance d'axe
à partir de la base opérationnelle
avancée de Bouar, dans
le nord-ouest du pays.





Pour les soldats français qui sont chaque jour sur le terrain, le contact avec la population est primordial.

Ci-dessus : lors d'une visite en République centrafricaine les 7 et 8 juillet, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rencontré des gendarmes locaux du quartier PK12 situé à Bangui.

En haut à droite : des soldats du 4^e régiment de chasseurs du groupement tactique interarmes de Boissieu effectuent une patrouille sur la *main supply road*, l'axe routier central du pays, entre Bossembélé et Yakolé. Objectif : recueillir des renseignements et effectuer des relevés GPS afin d'identifier des zones de poser pour les hélicoptères et repérer des carrefours particuliers.

Ci-contre : lors de la progression de sa section dans le village de Bodjobo, un chef de groupe donne ses ordres par gestes. Des groupes armés qui terrorisent la région s'y trouvaient la veille.

Ci-dessous : un commandant d'unité du GTIA Magenta s'entretient avec les chefs des quartiers chrétiens et musulmans dans le village de Chimbolo, situé au nord-est de Bangui. Il a pu constater que les deux communautés religieuses cohabitaient paisiblement.

En bas à droite : des militaires du 7^e bataillon de chasseurs alpins attendent l'ordre de partir en mission.





Convaincre plutôt que contraindre. Ils sont 2 000 soldats français, commandés depuis le 17 juin par le général de brigade Éric Bellot des Minières, à mettre ce principe en action chaque jour dans certaines zones de la République centrafricaine. Le déploiement des forces françaises de Sangaris a débuté le 5 décembre 2013. À Bangui, l'armée française, grâce à l'action du groupement tactique interarmes (GTIA) Acier, a permis d'améliorer les conditions sécuritaires, favorisant ainsi la reprise du service public avec la réouverture des hôpitaux et des écoles. La vie économique redémarre et les marchés sont de nouveau des lieux d'activités où commerçants et habitants reprennent leurs habitudes. Malgré cela, des tensions persistent dans certains quartiers de la capitale.

Surveillance de zones bien définies

Les forces françaises sont également déployées au-delà de la capitale centrafricaine. La force Sangaris porte son action dans le « couloir central » qui est constitué par deux axes routiers majeurs partant du sud du pays et allant jusqu'à la frontière avec le Tchad. Le GTIA de Boissieu intervient à l'ouest tandis que le GTIA Magenta est déployé à l'est. Dans cette zone clé, les forces de Sangaris interdisent les déplacements d'éventuels groupes armés et font appliquer les mesures de confiance qui consistent à désarmer, en dehors des sites de cantonnement, tout individu n'appartenant pas aux forces de police et de gendarmerie africaine. C'est la condition indispensable à l'arrêt des vagues de violence et au retour de la sécurité en RCA. L'opération Sangaris a donc mandat, en appui de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine – qui prendra le relais de la Misca le 15 septembre – pour imposer le désarmement de toutes les personnes non autorisées. Afin d'appliquer les mesures de confiance, des patrouilles sont réalisées quotidiennement. Elles permettent la reconnaissance et la surveillance de certaines zones bien définies. Ainsi les forces affirment leur présence et empêchent les groupes armés de commettre de nouvelles exactions contre les populations. Des opérations de fouille sont également effectuées en appui des unités de police constituées de la Misca et des forces de sécurité intérieure de RCA. Ces policiers centrafricains sont les seuls à pouvoir saisir l'armement trouvé et éventuellement à appréhender les détenteurs qui n'ont pas respecté le principe des mesures de confiance. Pour les soldats français qui sont chaque jour

sur le terrain, le contact avec la population est primordial. Au cours des patrouilles motorisées ou effectuées à pied, ils vont à la rencontre des Centrafricains pour expliquer leur rôle et échanger avec eux sur leur quotidien. Les forces françaises réalisent également des actions directes, par exemple en sécurisant des écoles. Les militaires tissent ainsi des liens indispensables avec les habitants pour faire comprendre et accepter les actions qu'ils mènent. Les chefs de détachement rencontrent régulièrement les acteurs politiques et les autorités locales afin d'entamer et de poursuivre le dialogue entre les représentants des différentes mouvances, ethnies ou encore tribus, ce qui contribue au rétablissement de la paix dans les villages traversés. Ces réunions permettent souvent de mettre autour d'une table les protagonistes séparés par des incompréhensions réciproques et d'abaisser les tensions qui frappent la Centrafrique depuis 2013. Impliquer les différents acteurs locaux dans le règlement de la crise est primordial pour mettre fin aux violences et revenir à une paix solide et durable. Il s'agit donc bien de convaincre le plus grand nombre que la solution à la crise centrafricaine ne passe pas par les armes mais par la voie politique.

Rôle capital de la logistique

Sans une bonne logistique, l'opération Sangaris ne pourrait pas accomplir son objectif. Une part importante de la mission des forces sur le terrain est de combiner et de coordonner les moyens terrestres, aériens et logistiques durant les opérations, de planifier les engagements futurs tout en permettant aux flux logistiques d'alimenter les unités déployées sur la zone d'action. Le détachement logistique (Detlog) assure le soutien des hommes et des matériels dans un contexte et un environnement exigeant. Fort de 300 soldats, il arme une plateforme logistique sur le camp de M'Poko, à Bangui, véritable centre névralgique du théâtre d'opération. Maintenance des véhicules, carburant, soutien du combattant, énergie, traitement de l'eau, restauration, il est responsable de tous les éléments de la vie courante des 2 000 soldats que compte l'opération. En alerte de jour comme de nuit, il adopte une posture opérationnelle permanente pour être en mesure de répondre à toutes les urgences. Engagée depuis la fin de l'année 2013 sur une partie du territoire centrafricain, la force Sangaris a su s'acquitter de sa mission en se faisant accepter par la majorité de la population qui voit en elle un élément essentiel du retour au calme. ■

La rédaction

Les forces françaises déployées da

19 000 soldats français sont déployés hors métropole en septembre 2014. Parmi eux, près de 8 000 sont engagés en opérations extérieures. Ils participent à la préservation de la sécurité internationale, à la résolution des crises, à la protection des populations civiles et de nos ressortissants, à la sécurisation des zones déstabilisées et de nos intérêts.

FORCES DE SOUVERAINÉTÉ

Elles effectuent des missions intérieures : protection et sauvegarde directe du territoire national ; protection des citoyens français face à tout risque ou toute menace humaine ou naturelle. Dans ce cadre, l'armée possède une capacité de réaction permanente, et sous bref préavis, afin d'agir seule ou en soutien des autres services de l'État (police, douanes, gendarmerie, sécurité civile, sapeurs-pompiers).

FORCES DE PRÉSENCE

Elles constituent un réservoir de force au profit des intérêts français et contribuent à la coopération militaire régionale.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

AFRIQUE DE L'OUEST Côte-d'Ivoire, golfe de Guinée

Licorne

À la demande des autorités ivoiriennes, cette force accompagne la réforme de l'armée et maintient une présence pour assurer, si nécessaire, la protection des ressortissants français.

Corymbe

Cette mission quasi permanente de la Marine nationale dans la zone stratégique du golfe de Guinée s'intègre dans le dispositif des forces en présence en Afrique.

BANDE SAHÉLO-SAHARIENNE Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad

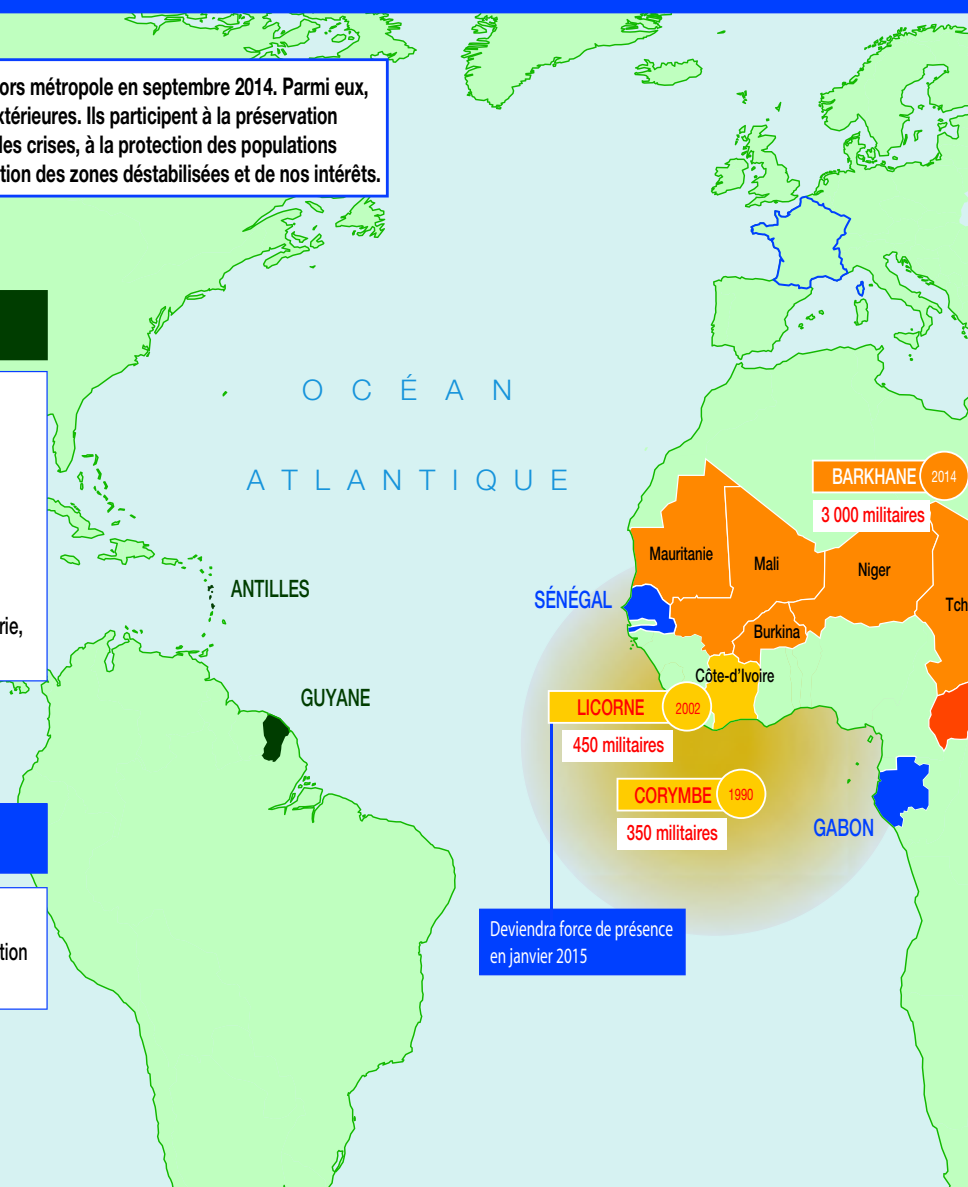
Barkhane

Lancée le 1^{er} août, cette opération vise à lutter contre les groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne, en appui et en partenariat avec les États de la région. Elle succède aux opérations Serval (Mali) et Épervier (Tchad) et repose sur l'initiative des pays du « G5 Sahel » pour coordonner les actions dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

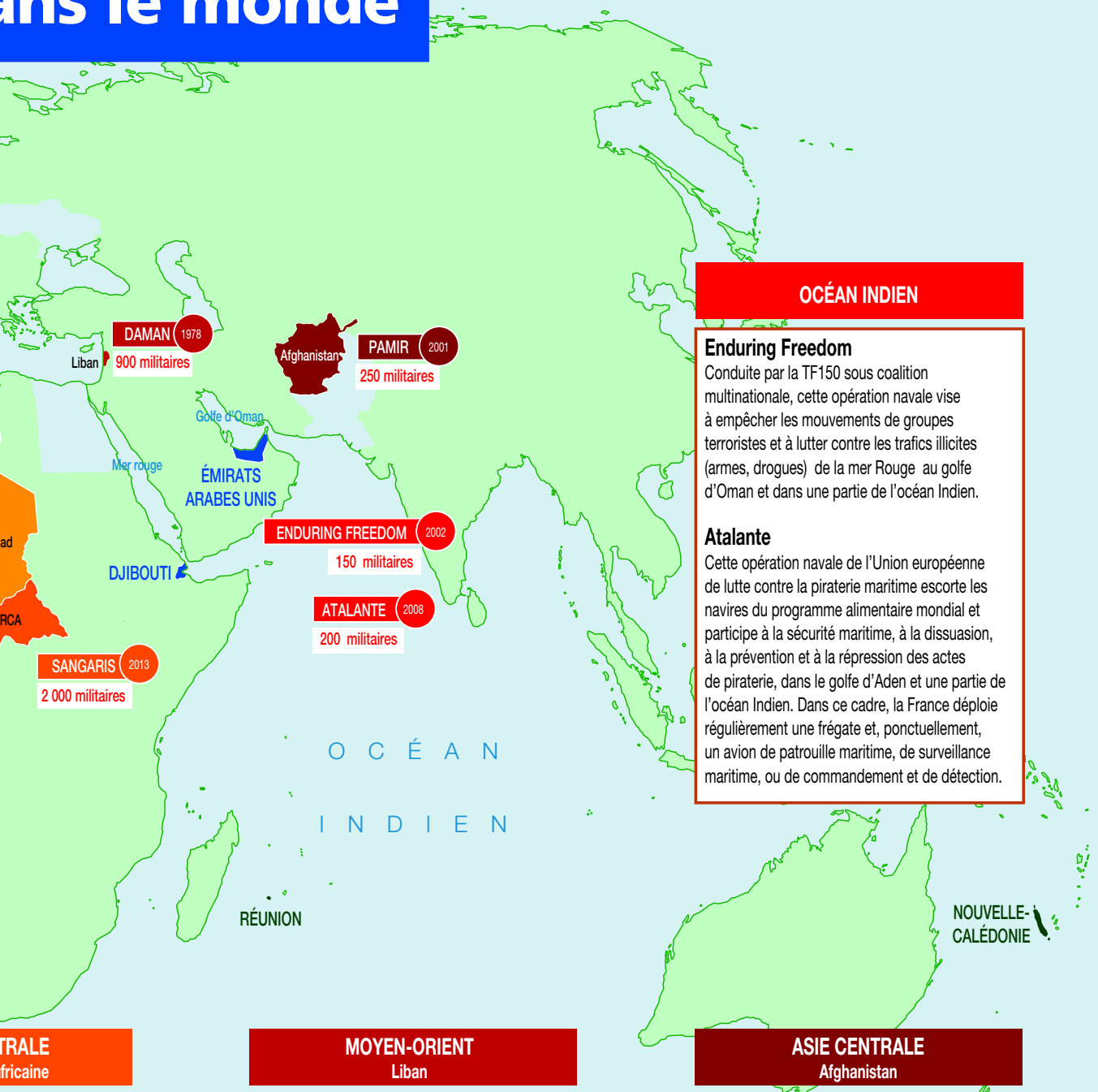
AFRIQUE CENTRALE République centra

Sangaris

L'opération vise à rétablir une présence française en République centrafricaine et à soutenir la montée en puissance de la Mission de soutien à la Centrafrique (MISCA), une mission multilatérale et multinationale intégrée de l'Union européenne pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) et son déploiement c



ans le monde



Océan Indien

Enduring Freedom

Conduite par la TF150 sous coalition multinationale, cette opération navale vise à empêcher les mouvements de groupes terroristes et à lutter contre les trafics illicites (armes, drogues) de la mer Rouge au golfe d'Oman et dans une partie de l'océan Indien.

Atalante

Cette opération navale de l'Union européenne de lutte contre la piraterie maritime escorte les navires du programme alimentaire mondial et participe à la sécurité maritime, à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie, dans le golfe d'Aden et une partie de l'océan Indien. Dans ce cadre, la France déploie régulièrement une frégate et, ponctuellement, un avion de patrouille maritime, de surveillance maritime, ou de commandement et de détection.

AFRIQUE CENTRALE

sécurité minimale à faciliter la mission internationale (Misca) / Mission des Nations unies que centrafricaine opérationnel.

MOYEN-ORIENT

Liban

Daman

La France est présente au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), dont l'action vise à contrôler la cessation des hostilités et à soutenir les forces armées libanaises (FAL) dans leur mission d'établissement de la paix. Dans ce cadre, les soldats français poursuivent leur accompagnement des FAL, en menant notamment des actions régulières de coopération avec les autres pays participants de la Finul.

ASIE CENTRALE

Afghanistan

Pamir

Les militaires français de cette opération contribuent aux missions de la Force internationale d'assistance et de sécurité jusqu'à la fin de décembre 2014. Ils assurent le commandement de l'aéroport international de Kaboul, poursuivent l'accompagnement de la montée en puissance de l'armée nationale afghane et occupent des fonctions dans les différents états-majors de la coalition.

Prix image Sergent-Vermeille

Le 13 juillet, aux Invalides, Kader Arif, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, a présidé la 1^{re} édition du prix rendant hommage à Sébastien Vermeille, photographe militaire mort pour la France en Afghanistan le 13 juillet 2011. Sur le thème du sens du devoir, huit photographes civils et militaires ont été récompensés.



PHOTOGRAPHES PROFESSIONNELS HORS MINISTÈRE DE LA DÉFENSE - Action sur le théâtre national : 1 – 1^{er} prix : Guillaume Chauvin, indépendant. Camp de Canjuers, France – 12 mai 2014. Un ex-démouleur du 2^e régiment étranger de génie blessé en Afghanistan lors de sa séance de sport quotidienne. – 2 – 2^e prix : Kenzo Tribouillard, Agence France Presse. Paris, France – 10 juillet 2013. Des sapeurs-pompiers de Paris luttent contre l'incendie qui ravage l'hôtel Lambert, sur l'île Saint-Louis. Opérations extérieures : 3 – 1^{er} prix : Kenzo Tribouillard, Agence France Presse. Adrar des Ifhogas, Mali – 17 mars 2013. Un Puma ravitaille en eau des hommes du 2^e régiment étranger de parachutistes dans le nord du Mali. – 4 – 2^e prix : Thomas Goisque, indépendant. Bangui, Centrafrique – 1^{er} décembre 2013. Patrouille de soldats du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine.



3



6



7



5



8

PHOTOGRAPHES PROFESSIONNELS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE – Action sur le théâtre national : 5 – 1^{er} prix : caporal-chef Mihai Teudean, 1^{er} régiment étranger. Centre d'entraînement à la forêt équatoriale, Guyane – 23 mai 2013. Piste brancardage pour des stagiaires de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. – 6 – 2^e prix : adjudant Anthony Jeuland, Sirpa Air. Mont-de-Marsan, France – 30 avril 2014. Patrouille de Mirage F1CR de l'escadron de reconnaissance 2/33 Savoie. Opérations extérieures : 7 – 1^{er} prix : adjudant-chef Jean-Raphaël Drahi, Sirpa Terre. Gao, Mali – 21 février 2013. Tireur d'élite du 92^e régiment d'infanterie avant le départ en opération. – 8 – 2^e prix : brigadier-chef Jérôme Bardenet, Sirpa Terre. In Delimane, Mali – 8 juillet 2013. Le médecin du sous-groupe Azur examine un jeune enfant gravement atteint de malnutrition.

26/08 TCHAD VISITE DU CEMA AU PC DE L'OPÉRATION BARKHANE

Le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, s'est rendu au poste de commandement de l'opération Barkhane, à N'Djamena, au Tchad. Accueilli par le général de division Jean-Pierre Palasset, commandant de la force, il a participé à un point de situation sur l'évolution de la menace, ainsi que sur les premières orientations retenues. Lancée le 1^{er} août, l'opération marque un tournant dans la stratégie militaire de lutte contre les groupes armés terroristes agissant dans la bande sahélo-saharienne. Fondée sur une logique



de partenariat, elle vise à appuyer l'engagement des forces armées des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad). Il s'agit de répondre à une menace transfrontalière en associant l'acquisition du renseignement, la capacité d'identification et le suivi des objectifs, avant d'envisager la mise en œuvre des capacités

d'action. Barkhane engage 3 000 militaires principalement répartis sur deux points d'appui permanents à Gao (Mali) et à N'Djamena (Tchad), une vingtaine d'hélicoptères, 200 véhicules de logistique, 200 blindés, 6 avions de chasse, 4 drones et d'une demi-douzaine d'avions de transport.

28/08 AFGHANISTAN RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ AUTOUR DE KAIA

L'aéroport international de Kaboul (Kaia) a vu sa sécurité renforcée après la signature d'un accord par le général de brigade aérienne Philippe Lavigne, commandant la partie militaire de l'aéroport international de Kaboul, et le général Kadam Shah, commandant la 111^e division capitale. Cette convention franco-afghane permet la mise en place de caméras de surveillance supplémentaires dans des zones sensibles se trouvant à proximité de l'aéroport de la capitale.

29-30/07 LIBYE ÉVACUATION DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS



Quarante-sept personnes, dont une majorité de Français, ont été évacuées par les forces françaises dans la nuit et débarquées à Toulon. Pour cette mission placée sous le contrôle opérationnel du commandant en chef Méditerranée, le vice-amiral d'escadre Yves Joly, la frégate anti-sous-marine *Montcalm* et la

frégate *Courbet* ont été déployées au large des côtes, à hauteur de Tripoli. Deux jours plus tôt, la France avait officiellement demandé à l'ensemble de ses ressortissants de quitter le pays et le chef d'État-Major des armées, le général d'armée Pierre de Villiers, avait été chargé de planifier et de conduire cette opération.

14/08 CENTRAFRIQUE PREMIÈRE PATROUILLE DE VBCI DANS BANGUI

Deux sections du 16^e bataillon de chasseurs ont effectué leur première patrouille dans Bangui avec des véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) arrivés le 6 août. Objectif : vérifier la praticabilité des nombreux axes empruntés par la force Sangaris au cours de ses missions quotidiennes dans la capitale

centrafricaine et ses alentours. Les véhicules ont sillonné la capitale sans encombre, malgré une topographie et des conditions météo difficiles. Le jour même, la patrouille a été appelée en renfort dans un quartier nord de Bangui, le PK12, où des affrontements entre groupes armés avaient éclaté.



31/08-01/09 LIBAN
LA FCR ET LES FAL
ORGANISENT
UNE COURSE POUR
LA SOLIDARITÉ

Au Sud-Liban, une centaine de militaires français et libanais ont participé durant la nuit à une course de la solidarité organisée par la Force Commander Reserve, en collaboration avec les Forces armées libanaises. La compétition a permis de soutenir la fondation libanaise Général-François-EI-Hajj et l'Association française pour le développement des œuvres d'entraide dans l'armée, deux organismes qui agissent pour les militaires blessés ou décédés dans le cadre de leur mission et leurs familles.

30-31/08 IRAK LARGAGE DE FRET HUMANITAIRE
AU PROFIT DES POPULATIONS DU KURDISTAN IRAKIEN



Dans la nuit, les armées françaises ont procédé à l'aérolargage de 3 tonnes de fret humanitaire dans le nord de l'Irak au profit de populations en grave péril. Depuis le 10 août, afin de répondre à l'urgence de la situation, les armées françaises ont déjà

acheminé près de 60 tonnes de fret humanitaire d'urgence sur l'aéroport d'Erbil (Kurdistan irakien), en affrétant trois Airbus A340 de l'armée de l'Air. Afin de disposer d'une capacité complémentaire à ces missions d'aérotransport et d'agir au plus près des populations, le chef

d'État-major des armées a ordonné la projection d'un groupement de transport opérationnel (GTO) composé de deux C-160 Transall et d'un détachement de l'armée de Terre spécialisé dans les missions d'aérolargage. Ce groupement a été déployé aux Émirats arabes Unis. En coordination avec nos alliés américains, australiens et britanniques, ce GTO a donc mené sa première opération aéroportée visant à venir en aide aux populations en situation de grave péril. Erbil est assiégé par des éléments de l'État islamique depuis deux mois, prenant au piège 12 000 réfugiés.

18-22/08 CÔTE-D'IVOIRE IMPORTANTE
OPÉRATION LOGISTIQUE DE LICORNE

Soixante logisticiens de la force Licorne ont été mobilisés pour une opération d'ampleur dans le port d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Objectif de la manœuvre : accueillir, soutenir et sécuriser le *MN Calao*, navire roulier de la Compagnie Maritime Nantaise. Sous contrat avec le ministère de la Défense, ce bateau ravitaille les bases

françaises dans l'océan Indien et sur la côte ouest de l'Afrique. À son bord : 58 véhicules, 95 conteneurs de matériel spécifique (notamment des munitions) et 46 conteneurs de matériels divers comptant entre autres les colis des soldats déployés sur la bande sahélo-saharienne. Ce fret destiné aux troupes en opération a été acheminé vers les différentes bases françaises situées en Côte-d'Ivoire, au Niger et au Mali. En tant que base logistique interarmées de théâtre de la sous-région du golfe de Guinée, future base opérationnelle avancée, Abidjan représente le point d'entrée principal de l'opération Barkhane par voie maritime.



15/08 FRANCE : LA BASE AÉRIENNE 126
VIENT EN AIDE AUX VICTIMES D'UN INCENDIE



Deux cents personnes ont été évacuées vers la base aérienne 126 de Ventiseri-Solenzara en Haute-Corse, après l'incendie qui a ravagé un camping de la commune. Ce feu, qui s'est déclaré à la suite de trois départs simultanés entre Ghisonaccia et Solenzara, a mobilisé pendant plusieurs

heures les pompiers de la sécurité civile des communes environnantes ainsi que ceux de la base aérienne 126, appelés en renfort. La plate-forme aéronautique du site a rapidement été activée afin de soutenir les nombreux moyens aériens déployés pour lutter contre l'incendie.

BASES DE DÉFENSE : UNE NOUVELLE ORGANISATION DÈS LE 1^{ER} SEPTEMBRE

En août 2013, le ministre de la Défense demandait à l'État-Major des armées (EMA) de lui proposer un plan de transformation de l'organisation des soutiens, avec notamment la mise en place d'un dispositif de soutien de « bout en bout ». L'architecture retenue recentrait le Centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS) et les commandants de base de défense (COMBdD) sur la coordination des soutiens et la garantie de la qualité du service rendu aux soutenus. Elle entérinait, par ailleurs, le transfert de soutien de groupements de soutien de base de défense (GSBdD) et des régies infrastructure sous les autorités respectives du Service du commissariat des armées (SCA) et du Service d'infrastructure de la Défense (SID). La bascule de toutes les bases de défense (BdD) vers ce modèle ayant été fixée au



J.-R. DRAHIG@ARMÉE DE TERRE

1^{er} septembre, un groupe de préfigureurs (17 BdD) avait été désigné pour amorcer cette nouvelle organisation. Leur retour d'expérience, partagé lors du séminaire du 27 mai, a confirmé que le modèle était viable et généralisable aux autres BdD, notamment grâce à un éventail de bonnes pratiques proposées par le terrain. Cette préfiguration conduite du 1^{er} février au 1^{er} septembre a permis d'atteindre deux objectifs principaux qui avaient été

fixés : préparer le transfert d'autorité des GSBdD et des régies infrastructure au SCA et au SID ; mettre en œuvre la nouvelle gouvernance et déployer les outils associés. Cette phase de préfiguration nécessaire a permis de valider le modèle proposé inscrit dans le projet « Cap 2020 » afin de garantir la qualité du soutien, un des facteurs clé des capacités opérationnelles des armées, tout en suivant sa devise : « opérationnels ensemble ». La phase de préfiguration est

aujourd'hui terminée et le soutien dessine ses nouveaux contours, à commencer par la création de la sous-chefferie performance de l'EMA, dans le prolongement de l'ex-sous-chefferie soutien.

Le CPCS s'est sensiblement resserré et a donné naissance au Centre interarmées de coordination du soutien, qui organisera mi-octobre son séminaire de rentrée au profit des COMBdD.

Le SCA tiendra, lui, un rendez-vous similaire ce mois-ci.

Le chef GSBdD, qui n'est plus sous les ordres du COMBdD, est devenu son conseiller technique privilégié pour l'administration générale et les soutiens communs. Le COMBdD conserve toutefois la responsabilité budgétaire. L'expérimentation relative aux régies infra air va bientôt rendre ses conclusions et permettre de décider de leur rattachement final (SID ou armée de l'Air).

SEIZE MESURES POUR RÉDUIRE LA SURADMINISTRATION

Chaînes de validation trop lourdes, visas multiples entraînant des documents périmés à l'arrivée ; indicateurs redondants ; formulaires trop complexes... Autant de vécus qui alourdissent notre quotidien ! La démarche de simplification conduite par le ministère vise donc à limiter ce type d'actions sans plus-value, en développant notamment la subsidiarité, pour une administration plus

efficace. Seize mesures validées par les instances de la transformation répondent à cet objectif. Elles sont consultables sur la plateforme « vos idées pour faire simple » en suivant le chemin : portail Intradef, vignette « vos idées pour faire simple », rubrique « les mesures ».

Exemples de mesures à l'étude :

- Simplifier les procédures et documents du contrôle

interne comptable (CIC) en cherchant à limiter les envois pour vérification des documents du CIC et en étudiant leur dématérialisation.

- Limiter au juste besoin la rédaction manuscrite de certains documents (demandes, comptes rendus...)

Exemples de mesures en développement :

- Réduire le nombre de plans de prévention par la création

de plans de prévention annuels.

- Ne plus exiger de note ou d'ordre de service pour justifier le défraiement des missions, la justification de la mission relevant du commandement et non de l'administrant financier.

Exemple de mesure en déploiement :

- Supprimer les certificats médicaux pour les stagiaires reconnus aptes sans restriction.

Un référentiel qui valorise les compétences

Dans un contexte budgétaire contraint, la gestion du personnel de la Défense doit être optimale. C'est pourquoi la direction des ressources humaines a lancé un nouveau référentiel des emplois ministériels. Opérationnel en 2017, il permettra à chacun d'envisager sa carrière avant tout selon ses aptitudes.

Comment espérer conduire avec succès une opération militaire sans disposer, en plus du savoir-faire opérationnel, de compétences dans le renseignement, la logistique et la maintenance technique ? Répondre à cette préoccupation nécessite de placer l'humain au cœur du projet stratégique de la Défense et représente l'un des axes de la rénovation de la fonction ressources humaines.

Malgré un contexte financier contraint, la loi de programmation militaire fixe un cap ambitieux : mettre en œuvre un nouveau modèle d'armées adapté aux évolutions de notre environnement stratégique en préservant une aptitude à agir sur l'ensemble du spectre de missions. Capacités militaires donc, mais aussi humaines alors que les forces sont engagées sur de nombreux théâtres simultanément, que les évolutions technologiques appellent à une mutation constante des métiers, et que chacun aspire à une meilleure qualité de vie professionnelle et privée. Il est donc fondamental de rechercher la meilleure utilisation possible des qualités du personnel militaire et civil.

La bonne personne au bon poste

Permettre aux agents d'exploiter pleinement leurs compétences est la garantie que la mission qu'ils conduisent sera bien menée. C'est également nécessaire pour qu'ils se sentent utiles, respectés et valorisés. Avoir la bonne personne au bon poste est donc un enjeu majeur, pour le personnel comme pour le ministère.

Disposer d'une gestion du personnel centrée sur les compétences qu'il détient



Les 9000 métiers de la Défense seront référencés selon un format harmonisé.

ou qu'il doit développer appelle à structurer, à l'échelle ministérielle, une gestion des RH plus qualitative et plus prospective. Aussi, depuis 2012, en partenariat avec les employeurs (les services RH des armées, les services interarmées, etc.), les gestionnaires et les experts de chaque fonction du ministère, la direction des ressources humaines de la Défense a entrepris d'en bâtir le socle en créant un « référentiel des emplois ministériels », le REM. Celui-ci référence, dans un langage unique et sous un format harmonisé, les 9000 métiers du ministère. Chaque situation professionnelle y est identifiée selon des critères « emplois/compétences » objectifs, sans parti pris statutaire.

Le REM sera pleinement opérationnel en 2017, date à laquelle il remplacera les anciens référentiels (TTA129, Morgane...). Chaque agent pourra alors envisager sa carrière non plus seulement sous l'angle du statut ou du grade, mais

aussi des compétences qu'il détient. Ainsi il sera plus facilement envisageable d'étendre les possibilités d'emploi au sein du ministère (un agent détenant les savoir-faire d'une famille professionnelle dans une armée pourrait s'il le souhaite, œuvrer au sein d'une autre armée, d'une direction ou d'un service interarmées). D'ores et déjà, le REM permet, et c'est une avancée majeure, de décrire précisément chaque emploi (son intitulé, sa finalité, ses missions et ses activités) et les compétences clé qu'il requiert (transverses et techniques).

Parce que chaque poste est rattaché à un emploi, le REM permet au recruteur de mieux identifier le profil des agents dont il a besoin, et à ceux-ci de mieux appréhender un parcours professionnel motivant. Cet outil permettra également de faciliter les reconversions dans le secteur civil.

SGA



© P. STORACI

Vice-amiral d'escadre Marin Gillier, directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) au ministère des Affaires étrangères et du Développement international

« La France aide les pays du golfe de Guinée qui le désirent à élaborer leur propre réponse face aux menaces auxquelles ils sont confrontés »

Depuis quelques années, la piraterie gangrène le golfe de Guinée. Plusieurs sommets réunissant les pays de la région ont eu lieu et des solutions sont mises en place. La France lutte aux côtés des pays touchés par ce fléau. Le vice-amiral d'escadre Marin Gillier fait le point sur la situation et l'action de la France.

L'UE a mis en place un plan d'action, Crimgo – routes maritimes critiques dans le golfe de Guinée –, pour aider les pays de la zone à lutter contre la piraterie. Que propose la France ?

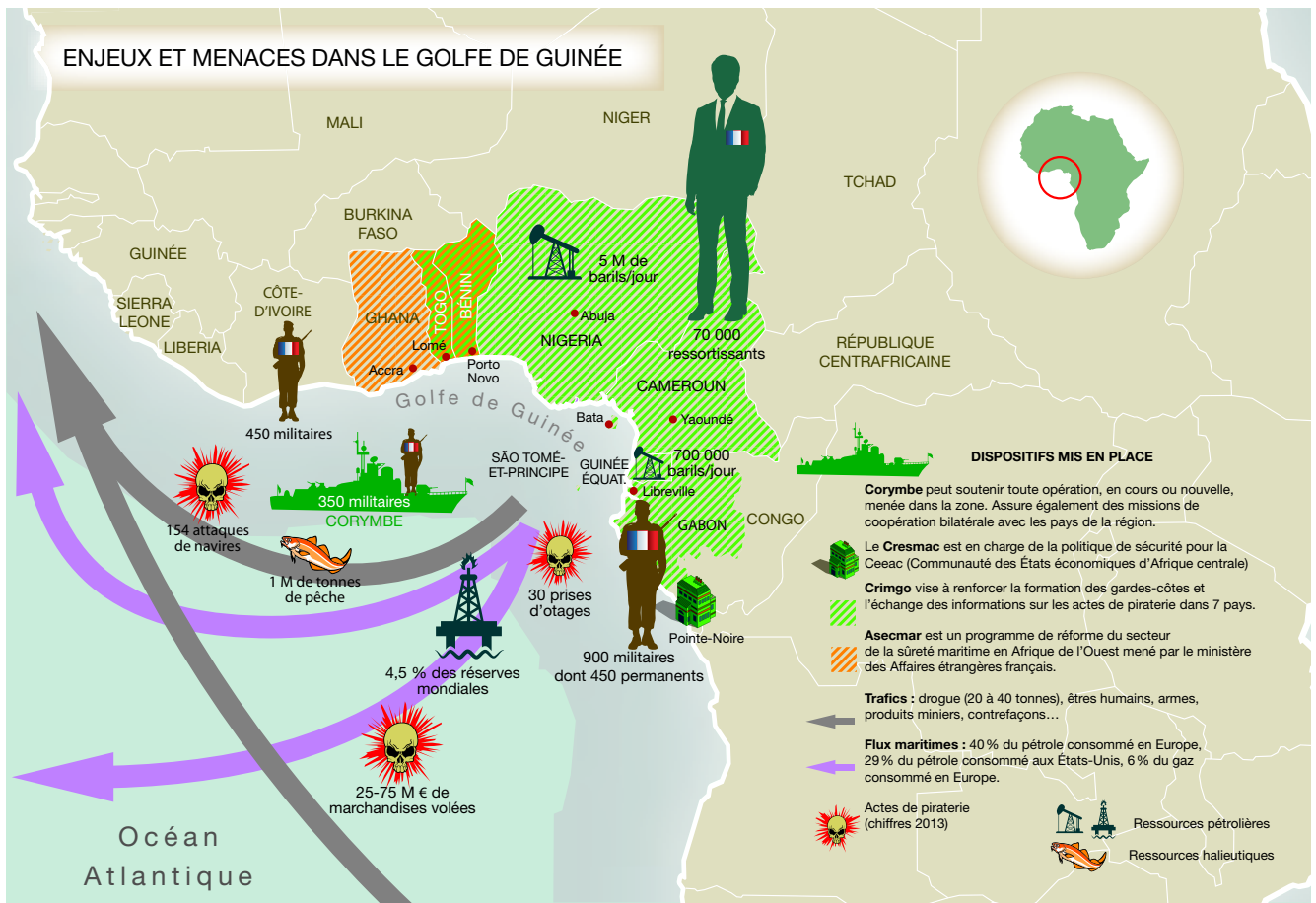
Dès l'apparition de la menace, nous avons mis en place des réponses bilatérales grâce au programme Asecmar (Appui à la réforme du secteur de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée). À travers lui, la France aide les pays du golfe qui le désirent à élaborer leur propre réponse face aux menaces auxquelles ils sont confrontés. Aujourd'hui, la France a déjà déployé dans la région treize coopérants, spécialistes de l'action de l'État en mer (AEM). Leur rôle consiste à mettre en synergie toutes les institutions nationales concernées par la sécurité maritime et qui ont des conséquences sur l'action à terre. Cela veut dire qu'il faut coordonner tous les moyens navals impliqués, comme la Marine nationale et la gendarmerie maritime, mais également privilégier une approche multisectorielle suivant l'impact de la crise : l'aviation civile, le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, qui a notamment en charge le Transport, ou encore celui de la Santé peuvent également intervenir. Il faut organiser ce dispositif afin que, en cas de besoin, toutes ces institutions qui n'ont pas nécessairement l'habitude de travailler ensemble arrivent à une coordination immédiate. Cela nécessite d'utiliser des process identiques et d'accompagner une évolution des mentalités. Depuis maintenant deux ans et demi, nous proposons cette solution à dix-huit pays du golfe de Guinée. Pour le moment,

nous développons des coopérations bilatérales avec quinze d'entre eux. Parmi les résultats concrets, la Guinée Conakry a nommé en juin 2012 le premier préfet maritime d'Afrique.

Ces programmes donnent-ils une chance à ces pays d'être autonomes face aux menaces qu'ils doivent combattre ?

Tout à fait. Pour aider les États partenaires à instaurer des capacités navales appelées à assurer leur souveraineté en mer, la France a ouvert, dès septembre 2011, une École nationale à vocation régionale (ENVR) en concertation avec les autorités de la Guinée équatoriale. Cette école navale accueille des élèves militaires et civils provenant de l'ensemble des pays du golfe de Guinée. La France y apporte son soutien en ingénierie de projet, expertise pour délivrer des cours, ainsi qu'en termes financiers. L'État équato-guinéen est en train de construire de nouveaux locaux pour cet établissement : ils devraient être prêts d'ici un à deux ans. Parallèlement, et afin de compléter l'action de l'ENVR en Guinée équatoriale, nous avons pour projet de créer un collège de l'AEM qui ouvrira ses portes d'ici septembre 2015. Il formera des directeurs d'administrations centrales, des patrons de la police, des chefs d'état-major de la Marine, des secrétaires d'État...

En juin 2013, les pays du golfe de Guinée se sont réunis à Yaoundé afin de débattre de la menace grave que fait peser la piraterie maritime dans la zone. Que s'est-il passé depuis ?



La conférence de Yaoundé a voulu construire une structure régionale avec des réponses africaines. Elle a donc mis en place un centre interrégional de coordination, le CIC de Yaoundé. Il sera en lien direct avec le Cresmao et le Cresmac, centres régionaux pour la sécurité maritime mis en place respectivement par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao)¹ et la Communauté des États économiques de l'Afrique centrale (Ceeac)². Tout ceci est ensuite décliné dans différentes zones et dans chaque pays à travers des centres opérationnels de la marine. Un an après ce sommet, le CIC a constitué un groupe interministériel de travail destiné à élaborer les textes qui doivent mettre en place toute l'architecture de cette structure. La France a participé en finançant un coopérant, spécialiste de l'AEM, pour aider à la rédaction des textes fondateurs. Notre but n'est pas de dire à ces pays ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire, mais de partager notre expérience pour qu'ils s'en enrichissent. De cette manière, ils élaboreront les réponses africaines aux problèmes africains.

Le sommet de l'Élysée, organisé en décembre 2013 et qui rassemblait une quarantaine de chefs d'État, gouverneurs et délégations de pays africains, était consacré à la paix, à la sécurité et au développement d'un certain nombre d'initiatives et d'actions concrètes en Afrique. Quelles avancées ont été mises en place sur le terrain depuis ce sommet ?

Lors de ce sommet, il a notamment été décidé de mettre l'accent sur le renforcement de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée. Depuis six mois, nous avons proposé, aussi bien à l'Union africaine qu'à la Cedeao et la Ceeac, de partager notre expérience dans le domaine de l'AEM. Ceci à travers plusieurs actions de courte durée : invitations systématiques à nos cycles de conférences, séances d'information, sessions de formation... Nous leur avons également offert de mettre en place cet été un coopérant de haut niveau, spécialiste de l'AEM, auprès des structures régionales ou sous-régionales. En l'occurrence, l'Union africaine et la Cedeao nous ont répondu qu'elles ne souhaitaient pas accueillir d'étrangers dans leurs structures d'AEM, mais qu'elles aimeraient continuer de bénéficier d'audits et de formations. La Ceeac, elle, a accepté bien volontiers nos propositions, et nous avons mis en poste en août dernier un coopérant AEM. Nous avons également décidé d'élargir l'action de notre programme Asecmar d'un point de vue thématique et géographique, en le proposant à tous les pays de la Cedeao et de la Ceeac qui le souhaitent. ■

Propos recueillis par Marine Picat

(1) Cedeao : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

(2) Ceeac : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, São Tomé-et-Principe, Tchad.

Balard 2015

NOUVEAU DÉPART POUR

Plus qu'un déménagement, c'est une véritable réorganisation qui va s'opérer à la tête du ministère avec le regroupement des états-majors, des directions et des services centraux sur le site de Balard. Deux objectifs principaux ont été fixés : une disposition physique plus rationnelle, avec une répartition par pôles d'activités et par métiers, et une co-implantation pour une meilleure synergie dans le commandement des opérations.

« **U**nifier et rassembler nos forces, c'est tout l'enjeu du projet Balard », a rappelé le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, dans son discours lors de la cérémonie du drapeau sur le site, le 17 janvier dernier. Balard poursuit donc un double but de modernisation et de rationalisation des états-majors et de l'administration centrale du ministère.

Pour le général Gratien Maire, major général des armées, notamment en charge de la conduite de la réforme des armées, qui compare régulièrement Balard au Pentagone américain, ce projet constitue une triple opportunité en termes de fonctionnement, d'efficacité,

ainsi que de cadre de travail et de vie. « C'est un site à vocation opérationnelle. Il permettra d'améliorer la gouvernance d'ensemble et la cohésion au sein du ministère de la Défense, de concevoir des conditions de travail mieux adaptées aux besoins, tout en améliorant les conditions de vie du personnel, mais également d'optimiser les coûts de fonctionnement. » Ainsi, sur les 37 emprises franciliennes du ministère de la Défense, 18 resteront sa propriété, les autres étant vendues ou cédées à d'autres entités de l'État ou à des acheteurs privés.

À Balard, le site du ministère de la Défense s'étend sur une superficie de 13,5 hectares. Celle-ci est ■■■

Les grandes lignes du projet

Projet placé sous la responsabilité du secrétaire général pour l'administration et piloté par la Délégation pour le regroupement des états-majors et services centraux du ministère de la Défense, Balard est un projet aux objectifs multiples. Le rassemblement sur un site unique des différentes entités centrales du ministère à Paris est la clé de voûte de ce projet, évitant ainsi leur dispersion sur une quinzaine de sites. Il permet de rénover le système de gouvernance de l'institution par l'optimisation des processus décisionnels, tant au plan de l'opérationnel qu'au niveau des fonctions supports. Par ailleurs, aspect particulièrement important dans ces temps de contraintes budgétaires, Balard est une source

d'économies. Outre l'aspect opérationnel, Balard est d'abord une transformation profonde de l'organisation du soutien de l'administration centrale qui relève du Service parisien de soutien de l'administration centrale. Cette emprise ministérielle est plus moderne, à la fois dans sa conception architecturale, notamment en termes de développement durable, et dans ses modes de fonctionnement et de gestion. Elle offre ainsi au personnel civil et militaire de meilleures conditions de travail et permet une gestion plus rationnelle des emprises parisiennes du ministère, en contribuant aux besoins d'infrastructures opérationnelles des armées.

UR LE MINISTÈRE



©ARTEFACTORY

Le futur site de Balard vu du boulevard Victor.



■■■ divisée en deux parties reliées entre elles par une passerelle et un tunnel logistique.

Un site tourné vers l'opérationnel

Le bâtiment de la parcelle Valin, aussi appelée parcelle Ouest, est en cours de construction. Il est organisé autour du centre névralgique du ministère qui réunit en un même lieu les états-majors (EMA, EMTerre, EMAir, EMMarine), ainsi que la Direction du renseignement militaire, le Commandement des opérations spéciales et les différents états-majors opérationnels, l'ensemble représentant la finalité opérationnelle des armées. Placé au centre des infrastructures de la parcelle Ouest, le pôle opérationnel regroupera l'ensemble des expertises nécessaires à la planification et à la conduite des opérations. Il réunira ainsi l'échelon central interarmées dans sa totalité, rassemblant le commandement et les spécialistes de chaque armée, les directions et les services, pour mieux prendre en compte la réalité des engagements actuels, résolument interarmées avec des actions conduites sur terre, en mer, dans la troisième dimension, dans l'espace et le cyberspace. Y seront également installées les hautes autorités du ministère

et des différentes directions et services parmi lesquels la Direction générale de l'armement (DGA) et le Secrétariat général pour l'administration (SGA). Une partie du pôle communication s'y installera aussi, voisine du nouveau centre de presse du ministère. La seconde partie du pôle communication, composée des organismes d'information et de communication de la Défense, sera quant à elle implantée sur la parcelle Victor (parcelle Est) dans des bâtiments fraîchement rénovés, tout comme le pôle social du ministère, le Service du commissariat des armées, le Contrôle général des armées et les inspecteurs généraux des armées, l'état-major interarmées de forces et d'entraînement, les personnels de la DGA et du SGA et d'autres entités comme les équipes de programmes et les services en charge du soutien des matériels des armées.

Préserver la continuité opérationnelle

Le déménagement représente une période sensible. Les créneaux ne sont pas encore arrêtés précisément et seront dépendants des livraisons effectives des locaux, une fois construits ou rénovés, aménagés et fonctionnels. Une opération délicate qui ne doit pas ■■■



R. PELLEGRINO@CECPAD

Le 17 janvier, la maquette du futur ministère était présentée au ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, lors de sa visite du chantier.

« EMA 600 », un défi relevé

Rassembler les organismes centraux des grands subordonnés du ministre de la Défense en un même lieu, réduire le nombre d'emprises en région parisienne et, par conséquent, participer à la diminution des effectifs pour répondre aux objectifs fixés par la loi de programmation militaire : telles sont les grandes lignes du regroupement sur Balard, projet ministériel qui verra le jour au printemps 2015. À ce titre, l'État-Major des armées (EMA) a réorganisé sa structure et son fonctionnement par la conduite du projet « EMA 600 ». Cette réorganisation, portée par l'équipe de commandement constituée autour du chef d'État-Major des armées (Cema) et des chefs d'état-major d'armée, est devenue réalité ce 1^{er} septembre.

Structuré par les fonctions clés du Cema, l'État-Major des armées « EMA 600 » conserve résolument sa vocation opérationnelle, assurée par la branche « opérations » et le centre de planification et de conduite des opérations.

Il s'articule, en outre, autour d'une branche chargée de la préparation de l'avenir et d'une branche « performance », en charge de l'organisation générale et du pilotage, notamment dans les domaines du soutien et des ressources humaines. Le Cema pourra également s'appuyer sur un officier général en charge des relations internationales militaires, volet indispensable de son rôle actuel compte tenu des engagements opérationnels auxquels la France répond aujourd'hui.

L'EMA est aujourd'hui en ordre de bataille pour fonctionner sur son nouveau modèle et sera ainsi totalement prêt pour l'entrée dans Balard. Pour cela, 100 postes auront été restructurés – dont de nombreux postes d'officiers – et 200 transférés, notamment vers d'autres entités du ministère comme la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense.



PARCELLE VALIN



■■■ pour autant perturber la continuité opérationnelle. « Notre vulnérabilité sera minimisée si le transfert est limité dans le temps, précise le général Gratien Maire. Nous avons donc organisé le déménagement du commandement des armées autour d'un "bloc opérationnel cohérent" dont le mouvement devrait être assuré sans à-coups et dans un créneau limité. » Actuellement prévu sur sept semaines, ce transfert devrait s'effectuer au premier semestre 2015. Le reste des directions et services intégrera Balard selon des périodes définies mais adaptables en fonction des dates réelles de mise à disposition, sur une période al-

lant de mars à octobre 2015. La phase deux du chantier, correspondant à la rénovation des derniers bâtiments de la parcelle Est, s'achèvera à l'automne 2016. Depuis plusieurs mois, des comités de pilotage existent dans les organismes amenés à quitter leurs sites pour rejoindre Balard. La logistique présente derrière ce déménagement est immense. Et pour cause ; ce sont environ 9 700 personnes, issues de 150 entités réparties sur 15 sites différents qui rejoindront petit à petit le nouvel ensemble. D'où l'importance de bien préparer ce mouvement en amont avec la mise en place de sites internet ⁽¹⁾ et

PARCELLE VICTOR



© ANMA - Atelier 2/3/4



© ANMA - Atelier 2/3/4



© ANMA - Atelier 2/3/4



© ANMA - Atelier 2/3/4

intranet ⁽²⁾ d'information, mais aussi, dans les services, de correspondants chargés d'informer, d'organiser le déménagement du personnel par le recensement des besoins matériels et techniques et d'encourager des équipes à la confection des archives.

Balard : un ensemble, des services

Faire cohabiter et travailler près de 10 000 personnes sur un même site demande un effort considérable en termes d'offres de services. Ainsi, le nouveau siège du ministère de la Défense comptera dans son enceinte l'ensemble des outils indispensables pour faciliter le

quotidien, parmi lesquels deux centres de restauration avec cafétéria, trois crèches (dont quelques places seront réservées aux habitants du 15^e arrondissement), une piscine, un centre sportif ou encore un centre médical. La sécurité incendie sera quant à elle assurée par un détachement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris installé dans un centre de secours adapté. ■

Loïc Picard

1 : www.info-chantier-balard.fr

2 : « Objectif Balard » (sur le portail Intradef : <http://portail.sga.defense.gouv.fr/espace-balard>)

Interview du général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées

*« L'événement 100 villes, 100 héros, 100 drapeaux
a donné du cœur et de l'âme au lien armée-nation »*

Le 6 septembre 1914 débutait la bataille de la Marne qui permit à l'armée française de rétablir le front. Le centième anniversaire de ce moment historique a été l'occasion de célébrer cent héros dans cent villes françaises. Le général d'armée Pierre de Villiers revient sur le message de cette commémoration.

Depuis plusieurs mois déjà, nous commémorons le centenaire de la Première Guerre mondiale. Pourriez-vous nous préciser l'objectif auquel répond ce nouveau rendez-vous mémoriel de septembre ?

Commémorer, c'est se souvenir ensemble, et les armées ont voulu réaffirmer l'importance du lien qui les unit à leur nation en organisant, de manière concentrée, le même jour, dans chaque département, un moment de souvenir autour des valeurs qui, hier comme aujourd'hui, animent le soldat français.

La date du 6 septembre a été choisie car ce jour-là, il y a un siècle, débutait la bataille de la Marne. Celle-ci, en rétablissant le front, a été déterminante pour l'avenir de la France : alors que la nation était en danger, les volontés, les talents, les énergies se sont mobilisés pour s'opposer à l'impensable. Dans chaque ville, au cœur de chaque village, les soldats citoyens de toutes catégories et de toutes origines sont partis en masse défendre la patrie. L'immense majorité d'entre eux a tout accepté, jusqu'à donner sa vie. Les monuments aux morts et les noms qui y sont gravés en témoignent. Ce sursaut national a été celui des soldats de 1914, c'est-à-dire celui de nos grands-parents et arrière-grands-parents.

Aujourd'hui encore, le sens de l'intérêt général, le courage, la cohésion, la fraternité d'armes et l'esprit de sacrifice fondent les forces morales de nos armées et je le vérifie au quotidien dans mes déplacements en France et en opérations extérieures.

C'est pour ces raisons que nous avons voulu rassembler en cette date nos soldats et nos concitoyens autour de ces valeurs intemporelles et essentielles. Ce rendez-vous mémoriel a symboliquement débuté par une cérémonie sur cent sites, choisis parmi les quatre cents casernes à partir desquelles les soldats français sont partis pour le front. Dans chacune de ces villes, un héros local et un drapeau régimentaire ont été mis à l'honneur pour rappeler cette mobilisation de tout un pays. Au cours de ces manifestations, une plaque commémorative en hommage au départ de ces soldats a été dévoilée.

Cette opération d'envergure, organisée simultanément sur l'ensemble du territoire, en métropole comme en outre-mer, a donné du cœur et de l'âme au lien armée-nation. Elle a aussi sensibilisé les Français sur la place et le rôle d'une armée opérationnelle qui, aujourd'hui encore, a pour vocation de défendre la France et de protéger les Français.

Ainsi, la communauté militaire a tenu, par ces commémorations décentralisées, à marquer son attachement à la mémoire de leurs anciens et à y associer leurs concitoyens.

À l'occasion de cet événement, vous avez participé à la cérémonie qui se tenait à Orléans. Pourquoi cette ville en particulier ?

L'armée française est l'émanation de la nation. Elle est un creuset représentatif de nos citoyens issus de tous milieux, de tous horizons. Chaque soldat, marin ou aviateur a une histoire personnelle, professionnelle ou familiale qui prend place, même modestement, avec celle d'une ville, d'une



Le 6 septembre, à Orléans, le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, a rendu hommage aux anciens combattants présents à l'occasion de la manifestation « 100 villes, 100 héros, 100 drapeaux ».

région. Pour ma part, j'ai eu la chance de vivre à Orléans lorsque je commandais la 2^e brigade blindée. C'est une ville à laquelle je suis personnellement attaché et où j'ai tissé des liens d'amitié forts.

Il était en outre important pour moi d'être présent au cœur d'un département et de sa population afin de témoigner de la cohésion des armées, du chef d'État-Major des armées au plus jeune des engagés volontaires.

Enfin, parce que le lien armée-nation doit s'inscrire dans des actions concrètes, je souhaitais aussi me rendre sur le terrain et j'ai été fier, au même titre que les autres militaires, de témoigner à Orléans des valeurs qui m'animent et de mon engagement au service de la Défense et de la sécurité de notre pays.

Chaque époque à ses héros. Nous avons nous aussi les nôtres du fait de l'engagement des forces françaises sur de nombreux théâtres d'opération. Quel message souhaitez-vous faire passer à la nouvelle génération ?

La France possède des armées qui s'engagent et qui gagnent. Les hommes et les femmes qui les composent et qui incarnent, aujourd'hui, cet esprit d'engagement sont également célébrés au cours de ces cent cérémonies. Ils font la preuve, chaque jour, qu'ils sont capables de se dépasser pour remplir leur mission, pour servir notre pays. Vous avez raison, il y a toujours de l'héroïsme chez nos militaires. Le sacrifice de nos frères d'armes tombés au champ d'honneur sur les théâtres d'opération les plus récents en

est la plus haute expression, l'exemple le plus marquant. Et comme leurs grands anciens, les soldats français font preuve d'un héroïsme discret et pudique, fondé sur une véritable aptitude au dépassement de soi, fait de générosité et de courage.

Nos jeunes engagés sont animés de la même ferveur et de la même audace que leurs anciens de la Grande Guerre. Sur le territoire national ou loin de nos frontières, je suis à chaque fois frappé par la détermination de ceux que je rencontre.

Aussi, mon message à destination de la jeune génération est simple : vous pouvez être fiers de l'uniforme que vous portez ainsi que de votre engagement. Vous faites votre métier dans des conditions exigeantes, souvent difficiles, mais toujours avec courage et professionnalisme, toujours dans le sens de l'intérêt commun.

Ces valeurs que vous portez sont les mêmes que celles de vos anciens de 1914. Les années ont passé mais le sens du mot soldat reste le même. Ces valeurs, ces forces morales continueront d'être la clé du succès des armes de la France !

Propos recueillis par Xave Gaspard



Scannez le QR code
pour voir le clip
du centenaire



100 villes, 100 héros, 100 drapeaux

Des patriotes à l'honneur

**Saint-Malo,
Ille-et-Vilaine****Les frères Ruellan****6 morts pour la France**

Issue d'une famille malouine de quinze enfants, la fratrie Ruellan s'illustre lors de la Grande Guerre. Alors que les sœurs soignent des blessés dans les hôpitaux, dix frères sont mobilisés et engagés au combat. Six y perdent la vie : Julius, Louis, André, Bernard, Jean et Henri, tués à l'ennemi et déclarés « Morts pour la France ». Quant à Xavier, gazé en 1918, il meurt des suites de ses blessures en 1931. Seuls trois frères survivent à cette guerre. La famille Ruellan, l'une des plus éprouvées par le conflit, devient un symbole. En 1938, alors qu'une nouvelle guerre s'annonce, les dix frères sont cités en exemple dans toutes les écoles de France.

**Pointe-à-Pitre,
Guadeloupe****Capitaine
de vaisseau
Camille Mortenol****1859-1930**

Originaire de Guadeloupe où il est né en 1859, le capitaine de vaisseau Camille Mortenol est le fils d'un ancien esclave qui a racheté sa liberté en 1847. Premier homme de couleur à intégrer l'École polytechnique, il en sort en 1882 après de brillantes études et demande à intégrer la Marine. Il participe à la conquête coloniale à Madagascar, au Gabon et en Indochine. En 1915, à la demande du général Gallieni, gouverneur militaire de Paris, sous les ordres duquel il a servi à Madagascar, il organise la « défense contre aéronefs » de la capitale. Fait commandeur de la Légion d'honneur en 1920, il meurt en 1930.

**Le Malzieu,
Lozère****Soldat Augustin
Trébuchon****Mort pour la France
1878-1918**

Mobilisé le 2 août 1914 alors qu'il aurait pu être exempté en tant que chargé de famille, Augustin Trébuchon rejoint le 123^e régiment d'infanterie de Mende. Il participe aux terribles combats de la forêt de l'Argonne, dans la Meuse. Blessé à plusieurs reprises, il est cité deux fois pour son attitude exemplaire. En août 1917, il intègre le 415^e régiment d'infanterie de Marseille comme agent de liaison. Alors qu'il porte un message à son capitaine, il est tué par une balle à la tête le 11 novembre 1918, quinze minutes environ avant que le clairon ne sonne l'Armistice. Il est le dernier soldat tué avant l'entrée en vigueur de celui-ci.

**Montauban,
Tarn-et-Garonne****Lieutenant
Léon Bourjade****1889-1924**

Né le 25 mai 1889 à Montauban, le lieutenant Léon Bourjade entre dans les ordres à l'âge de 17 ans. Lorsque la guerre éclate, il rejoint le 23^e régiment d'artillerie puis devient pilote en 1917. Affecté à la N 152, l'escadrille « des crocodiles », au lendemain du décès de Georges Guynemer, il se distingue en menant la chasse aux ballons allemands. Titulaire de vingt-huit victoires aériennes (vingt-six ballons et deux avions), cet as de l'aviation reçoit la croix d'officier de la Légion d'honneur. Après-guerre, il part comme missionnaire en Océanie où il soigne des lépreux. Il meurt en Papouasie-Nouvelle-Guinée le 22 octobre 1924.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Arras

La renaissance de

En 2009, la dissolution du 601^e régiment de circulation routière libérait des espaces dans la ville. Un contrat de redynamisation signé entre le ministère et la communauté urbaine d'Arras a permis la reconversion des anciens site de Défense : entreprises, logements et commerces occuperont désormais la place.

Arrivé à échéance le 2 avril, le contrat de redynamisation du site de Défense (CRSD) d'Arras signé cinq ans plus tôt a offert une seconde vie aux anciens sites militaires de l'agglomération après le départ, à l'été 2009, des 730 personnes militaires et civils de l'ancien 601^e régiment de circulation routière (601^e RCR). Ce contrat a été conçu et mis en œuvre par la communauté urbaine d'Arras (CUA) avec le soutien de la Délégation à l'accompagnement des restructurations (DAR) du ministère de la Défense à travers son relais local, le délégué régional aux restructurations de Défense (DRRD). Ces DRRD facilitent l'action des préfets de régions et de départements concernés par les restructurations, qui pilotent les projets élaborés dans les contrats de sites (les CRSD ainsi que les PLR, plans locaux de redynamisation) concernés par les restructurations. Le DRRD est en relation avec les acteurs du développement économique territorial (régions, agences de développement, chambres de commerce et d'industrie) pour promouvoir l'installation de nouvelles entreprises sur un site restructuré.

Sous l'autorité du Secrétariat général pour l'administration, le délégué à l'accompagnement des restructurations pilote le réseau des DRRD. Il définit les orientations stratégiques de leur action et leurs objectifs, en lien avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (précédemment la Datar), en charge de l'aménagement du territoire.

Le CRSD d'Arras a bénéficié d'un budget total de 48,1 millions d'euros, dont 6,2 millions financés par le Fonds pour les restructurations de la Défense (Fred) et par le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT). Il a permis d'accompagner les projets de la CUA dans le but

de recréer des emplois et de redynamiser l'économie de ce territoire. L'aménagement de la zone d'activités Actiparc et de celle de Thélus a permis de structurer l'offre d'accueil du territoire pour les besoins de petites entreprises artisanales comme de sociétés de taille plus importante telles que Perrenot, Tech-Oil et Eurotranspharma.

Autres projets structurants : l'extension du centre technologique Adrianor, qui renforce sa position au sein du pôle d'excellence agroalimentaire régional; et le développement du pôle nautique du Val de Scarpe, avec l'ouverture à l'été 2012 d'un centre balnéoludique, d'un stade d'eaux vives et d'un bassin d'eaux plates.

Reconversion du patrimoine immobilier

D'un montant de près de 2,5 millions d'euros, l'aide directe aux entreprises apportée par le Fred aura permis l'accompagnement de 30 projets comme celui de Caterpillar (transmissions pour camions de chantier), Fishcut (agroalimentaire) ou de la PME Normand-Info (édition logicielle dans le secteur médical).

La fermeture du 601^e RCR a aussi nécessité la reconversion du patrimoine immobilier de l'ancien régiment. La citadelle Vauban, le bois du Polygone, le terrain du Gouverneur et la caserne Schramm, soit 72 hectares au cœur de la ville d'Arras, ont été acquis par la CUA le 21 juin 2010 dans le cadre du dispositif de cession à l'euro symbolique des sites militaires. La citadelle Vauban, patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2008, est désormais un centre attractif accessible à tous, mêlant habitat, commerces, services, culture et loisirs. Elle abrite aujourd'hui les bureaux de la CUA et 34 logements étudiants. Depuis 2010, la place d'Armes accueille le *Main*

la citadelle



©HEMIS.FR

Vue aérienne de la citadelle d'Arras, construite par Vauban entre 1667 et 1672. Inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2008, elle est désormais un centre attractif pour tous, mêlant habitat, commerces, services, culture et loisirs.

Square Festival d'Arras. De son côté, le terrain du Gouverneur est devenu un parking relais et le bâtiment de l'ordinaire a été reconverti en salle de conseil communautaire et en centre de formation aux métiers de bouche.

D'autres projets ont vu le jour sur le périmètre de la Citadelle : création d'un foyer numérique et d'une pépinière à vocation tertiaire, aménagement d'une miellerie pédagogique et d'un parcours accrobranche, ou encore l'installation d'une fromagerie. Sont également prévus la création d'un data center, de 69 logements et d'un parking couvert. Le bâtiment des Archers pourrait également accueillir loge-

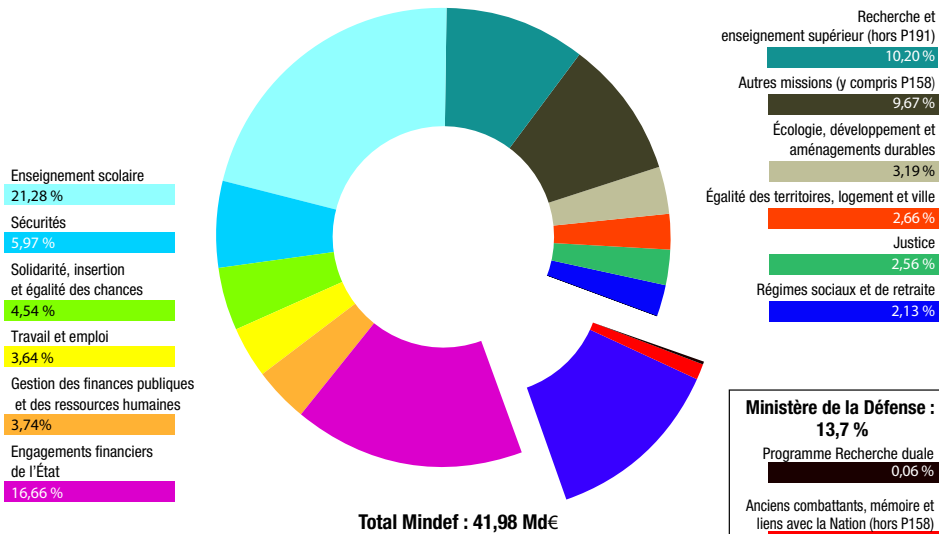
ments et commerces – notamment une brasserie – tandis qu'un centre de services dédiés aux métiers de l'immobilier pourrait voir le jour au quartier d'Aspremont, et un pôle gastronomique et hôtellerie de grand standing est envisagé porte Royale. Enfin, la création, porte Dauphine, d'un mémorial d'envergure régionale en hommage à la Résistance est à l'étude.

Comme un symbole de ce renouveau, la place d'Armes de la Citadelle a accueilli le 10 juillet dernier le départ de la 6^e étape du Tour de France, qui a eu lieu entre Arras à Reims. ■

Secrétariat général pour l'administration

CHIFFRES CLÉS

Part du budget du ministère de la Défense (y compris pensions) dans le budget général de l'État (loi de finance initiale 2014).



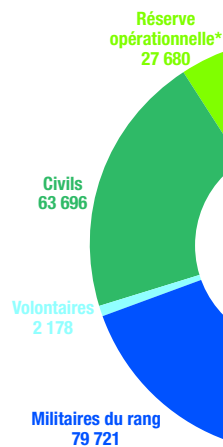
Total État : 305,31 Md€

La répartition des effectifs

	TERRE	MA
Officiers	14 827	4 000
Sous-officiers	39 937	24 000
MDR	59 618	7 000
Volontaires	622	2 000
SOUS-TOTAL	115 004	36 000
Civils	8 726	2 000
TOTAL	123 730	38 000

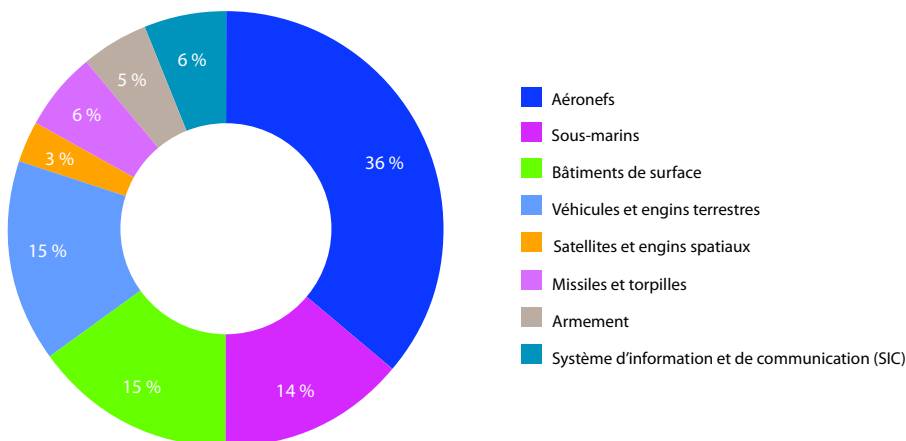
* Hors effectifs de la réserve.

La répartition des effectifs

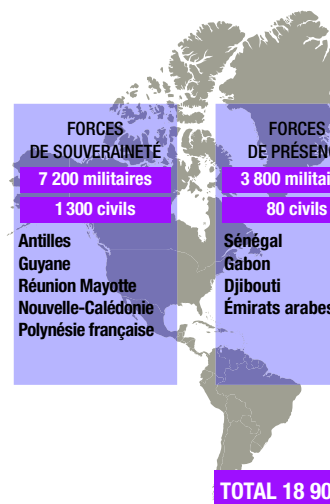


* Hors

Répartition de l'équipement militaire complet en valeur brute au 31 décembre 2013



Les forces françaises déployées



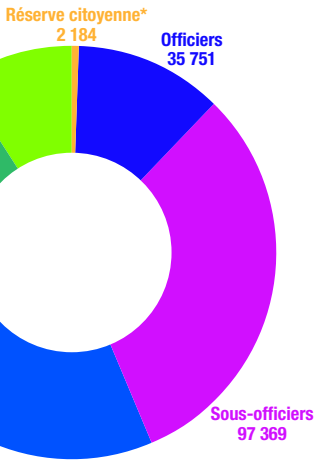
LA DÉFENSE EN 2013-2014

EFFECTIFS

en 2013 par armée et par catégorie*

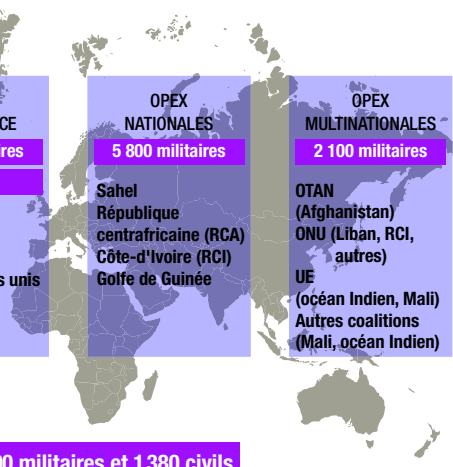
ARMÉE	AIR	AUTRES SERVICES	TOTAL
4700	6849	9375	35751
4240	26379	6813	97369
7087	12123	893	79721
749	138	669	2178
6776	45489	17750	215019
2909	5440	46621	63696
9685	50929	64371	278715*

en 2013 par catégorie de personnel



gendarmerie nationale.

ployées hors métropole en juin 2014



0 militaires et 1 380 civils

MATÉRIELS

(chiffres au 30 juin 2014)

Armée de Terre

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE	ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BLINDÉS	7 153	ARTILLERIE CLASSIQUE	351
Chars de combat	200	Canons de 155 mm	121
Leclerc	200	VOA	90
Blindés chenillés	185	Mortiers de 120 mm	140
VHM	53	ÉQUIPEMENT DU COMBATTANT	18 242
DCL (dépanneurs)	18	Félin	18 242
AMX 30 D	58	SYSTÈMES D'ARMES ANTI-CHARS	1 333
EBG et SDPMAC*	56	Postes de tir Milan	549
Blindés à roues	6 768	Hot	30
AMX 10 PCR	248	Eryx	678
ERC 90 Sagaie	110	Javelin	76
VBCI	604	HELICOPTÈRES	309
Transport de troupes (VAB tout type)	3135	Gazelle tout type	127
Petits véhicules protégés (PVP)	1183	Tigre	49
Véhicules blindés légers (VBL-VB2L)	1470	Cougar	24
Aravis	14	Puma SA 330	88
Buffalo	4	Caracal	8
		Calman	13
		SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	126
		Postes de tir Mistral rénovés	126

* Système de déminage pyrotechnique pour mines.

Armée de l'Air

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE	ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE COMBAT	220	AVIONS DE LIAISON	27
Rafale (polyvalents)	76	A330, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 2000 (avions à usage gouvernemental)	7
Mirage 2000 N (nucléaire et assaut conventionnel)	23	TBM 700 et DHC6 (avions de liaison)	20
Mirage 2000 D (assaut conventionnel)	63	AVIONS DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT	161
Mirage 2000-5 et M 2000 C (défense aérienne)	34	Grob 120, Epsilon, Cirrus SR20 et SR22 (formation initiale des pilotes)	71
Mirage F1 CR (jusqu'au 13/06/2014) (reconnaissance tactique)* et Mirage F1 B (jusqu'au 13/06/2014) (transformation)*	18	Alpha Jet (formation des pilotes de chasse)	67
		Xingu (formation des pilotes de transport)	23
		ÉQUIPES DE PRÉSENTATION	15
		Alpha Jet (Patrouille de France)	12
Mirage 2000 B (transformation)	6	Extra 300 SC et LC (équipe de voltige)	3
AVIONS DE TRANSPORT	79	HELICOPTÈRES	81
A340 et A310 (transport stratégique)	5	Fennec (défense aérienne et mesures actives de sûreté aérienne)	40
C160 Transall et C130 Hercules (transport tactique)	45	Caracal et Cougar (recherche et sauvetage au combat)	11
CN235 Casa (cargos légers)	27	Super Puma et Puma (transport, recherche et sauvetage)	30
A400M (transport tactique et stratégique)	2	DRONES (VECTEURS AÉRIENS)	6
AVIONS DE SUPPORT OPÉRATIONS	20	Harfang	4
C135FR et KC 135 (avions ravitailleurs)	14	Reaper	2
E-3F SDCA (détection, commandement et contrôle aéroportés)	4	SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	20
C160G (recueil de renseignement électromagnétique)	2	Crotale NG	12
		SAMP « Mamba »	8

5 HWUDWGH VHLKIFH Gp LQUW DSUq V G

Marine nationale

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE	ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BÂTIMENTS DE COMBAT ET DE SOUTIEN	72	GROUPE AÉRIEN EMBARQUÉ	60
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins	4	Super-Étendard modernisés	21
Sous-marins nucléaires d'attaque	6	Rafale	36
Porte-avions	1	Hawkeye – E2C	3
Bâtiments de projection (BPC/TCD)	4	AVIATION DE PATROUILLE MARITIME	22
Frégates de premier rang	15	Atlantique 2	22
Frégates de surveillance	6	SURVEILLANCE MARITIME	10
Patrouilleurs de haute mer	18	Falcon 200	5
Patrouilleur austral	1	Falcon 50	5
Bâtiments de guerre des mines	11	HELICOPTÈRES DE COMBAT ET DE SAUVETAGE	50
Bâtiments de soutien logistique	4	Lynx (20), Panther (16), Dauphin Pedro (3), Calman Marine (11)	
Bâtiments de transport léger	2	HELICOPTÈRES DE SERVICE PUBLIC	10
MOYENS AMPHIBES	22	EC225	2
CDIC (1), CTM (17), EDA-R (4)		Dauphin SP	8
POLICE ET SURVEILLANCE	30	AVIATION DE SOUTIEN MARITIME	46
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie		Alouette 111 (22), Falcon 10 (6), Xingu (11), Cap 10 (7)	
INFORMATION NAUTIQUE	4		
Bâtiments océanographiques et hydrographiques			
DÉMINAGE ET SURVEILLANCE DES CHENAUX	7		
Bâtiments bases pour plongeurs-démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar			
BÂTIMENTS AUXILIAIRES	13		
Bâtiments d'assistance, de sauvetage, de soutien, antipollution et remorqueurs de haute mer			
FORMATION ET ENTRAÎNEMENT	14		
Bâtiments écoles et voiliers			
BÂTIMENTS SCIENTIFIQUES	4		
Bâtiments d'essais et d'expérimentation			

03/08 COMMÉMORATION DU DÉBUT DE LA GRANDE GUERRE



Le président de la République François Hollande était en Alsace aux côtés du président allemand Joachim Gauck pour se souvenir du jour où la France et l'Allemagne sont entrées en guerre. Pour la première fois, les deux nations ont commémoré ensemble le

début des offensives de la Grande Guerre. Sur le site du Hartmannswillerkopf, rebaptisé le « Vieil Armand » par les poilus, les deux hommes ont remonté la « tranchée d'honneur » encadrée par une soixantaine de portedrapeaux, anciens combattants du Haut-Rhin.

11/07-28/08 UN ÉTÉ DE MÉDAILLES



- Équipe de la DRHAT : 3^e en précision d'atterrissage, coupe de France de parachutisme. •Capitaine Walbrou : 3^e en classe libre, championnats du monde de vol à voile.
- Caporal Tinmar : champion de France du 4x100 m. •Caporal-chef Kowal : médaille d'or du 3000 m steeple, championnats d'Europe.
- Brigadier Manadou : champion en 50 m et 100 m nage libre, 50 m papillon et relais 4x100 m libre. •Clarisse Agbegenou (gendarmerie) championne du monde de judo (- 63 kg).
- Audrey Tcheu-meo (civile) vice-championne du monde de judo (- 78 kg).

14-15/08 CÉLÉBRATIONS DU DÉBARQUEMENT DE PROVENCE

Kader Arif, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, a rendu hommage aux soldats français et alliés qui ont débarqué dans le sud de la France il y a 70 ans. Le 14, il a présidé la cérémonie franco-britannique de la libération de La Motte avant de

rendre hommage à l'armée d'Afrique à Saint-Raphaël. Le lendemain, à Toulon, le président de la République était présent pour honorer les libérateurs de la France au mont Faron puis sur le porte-avions *Charles de Gaulle* à l'occasion d'une revue navale d'exception.



28/08 LA BRIGADE SERVAL À L'HONNEUR



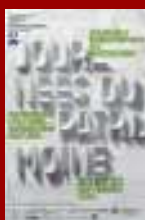
La veille de son départ, le général d'armée Bertrand Ract Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre, a remis quatre décorations collectives aux Invalides. Parmi les unités décorées pour leur action au sein de Serval, la 3^e brigade légère blindée

(photo) et l'état-major de la 11^e brigade parachutiste ont reçu la croix de la Valeur militaire avec palme, la 4^e compagnie du 126^e régiment d'infanterie et le 1^{er} escadron du 2^e régiment de hussards la croix de la Valeur militaire avec étoile de bronze.

AGENDA

20-21 SEPTEMBRE

Journées européennes du patrimoine. Reconstitution d'un campement de la 2^e division blindée à l'École militaire.



13-20 SEPTEMBRE

Stage « sports de mer et blessures » organisé à Biarritz pour les blessés de guerre.

17 SEPTEMBRE

Audition du ministre de la Défense devant la commission de la Défense et des forces armées (Assemblée nationale).

01/09 LE GÉNÉRAL BOSSER, NOUVEAU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE

Précedemment directeur de la protection et de la sécurité de la Défense, le général d'armée Jean-Pierre Bosser est le nouveau chef d'état-major de l'armée de Terre. Il a servi au 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine de Castres à trois reprises, comme chef de section, officier-adjoint puis commandant de compagnie, et enfin comme chef de corps. Il a également fait partie de la direction des ressources humaines de l'armée de Terre. Le



général Bosser succède au général d'armée Bertrand Ract Madoux.

20/08-10/09 L'ARMÉE DE L'AIR REÇOIT DEUX NOUVEUX ATLAS



Un quatrième et un cinquième A400M Atlas ont été livrés au Centre d'expériences aériennes militaires, sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy. Ces transporteurs, sans équivalent sur le marché mondial, voient leurs capacités accrues par rapport aux

deux premiers reçus : ils peuvent dorénavant transporter deux palettes de fret sur leur rampe. Leur domaine de vol est également augmenté, notamment en permettant à l'appareil d'atteindre le plafond contractuel de 12 000 mètres.

31/08-1/09 DÉPLACEMENT DU MINISTRE DE LA DÉFENSE EN POLOGNE



Invité en Pologne à l'occasion de la commémoration de l'invasion du pays qui marqua le début de la Seconde Guerre mondiale, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, en a profité pour évoquer avec son homologue polonais, Tomasz Siemoniak, le rôle de la France dans les me-

sures dites de réassurance des pays de la région lors de la crise ukrainienne. Le ministre est aussi venu témoigner sa satisfaction au détachement d'aviateurs français qui achevaient leur mandat à Malbork. Il s'est ensuite rendu le lendemain au salon de l'armement MSPO à Kielce.

08-09/09 DES PARLEMENTAIRES RÉUNIS À LA 12^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA DÉFENSE

Organisée avec le concours de l'armée de l'Air sur le site de Bordeaux-Mérignac, la 12^e université d'été de la Défense a réuni les parlementaires des commissions Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette année, les participants ont échangé autour du thème « Agir et réagir ». Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le



Drian, a présenté le rapport 2014 sur les exportations d'armement.

18 SEPTEMBRE

Inauguration par le ministre de la Défense des locaux rénovés du Centre national des sports de la Défense.

3 OCTOBRE

Commémoration du cinquantenaire des Forces aériennes stratégiques sur la base aérienne 125 d'Istres.

15 OCTOBRE

Vernissage de l'exposition « Vu du front, représenter la Grande Guerre » au musée de l'Armée, à Paris.

DU 27 AU 31 OCTOBRE

Euronaval 2014. Salon international de la défense navale et de la sécurité maritime, au parc des expositions de Paris-Le Bourget.



LE PARACHUTE SOUS TOUTES SES COUTURES

Il est communément appelé pépin dans les troupes parachutistes. En permettant l'aérolargage de troupes et celui de matériel, ces quelques mètres carrés de toile contribuent au succès de nombreuses opérations. C'est pourquoi la rédaction d'*Armées d'aujourd'hui* vous propose un panorama du parachute. Go !



DOSSIER RÉALISÉ SOUS LA DIRECTION DE FLORA CANTIN

Les grandes dates du

1797



André-Jacques Garnerin effectue le premier saut en parachute avec succès depuis une montgolfière à Paris.

Altitude 700 m

1502

Léonard de Vinci dessine la première ébauche d'un parachute. Le mot, lui, n'existe pas encore.



1887

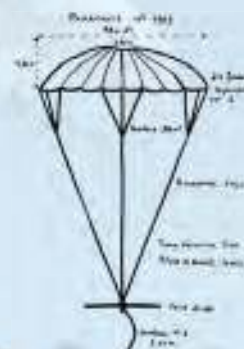


Altitude 600 m

Thomas Scott Baldwin saute avec le premier parachute équipé d'un harnais et non plus d'une nacelle.

1911

Premier saut d'un parachutiste depuis un avion.



1892

Kathe Paulus, couturière allemande, invente le pliage du parachute. Jusque-là, celui-ci était ouvert à l'avance.

Altitude 600 m

Leslie Leroy Irvin utilise pour la première fois un parachute empaqueté à l'ouverture commandée. Il effectue la première chute libre, avec l'ouverture de la voile à 200 mètres de hauteur.

1919

1915

Le fusilier marin Constant Duclos réalise le premier saut militaire français. Le parachute est homologué, sa fabrication en série débute.

Altitude 300 m

parachute

1960

Le colonel Kittinger établit le record du plus haut saut en parachute. Il sera battu 52 ans plus tard par Felix Baumgartner (hauteur : 38969 m).

Altitude
31 300 m

Altitude
8 000 m
et plus

Naissance du largage aérien pour ravitailler les troupes au sol lors de la Seconde Guerre mondiale.

1939 - 1945

Débuts des expérimentations de la voile hybride en France (mi-parachute, mi-parapente). Depuis 2010, son utilisation se développe dans le parachutisme civil. Des expérimentations sont en cours pour en équiper prochainement les forces spéciales françaises.

1997

Aujourd'hui

1980

Apparition de la voile rectangulaire dans le milieu militaire pour des sauts à une hauteur de 4000 mètres permettant une dérive sous voile. Cette utilisation est née de la pratique du parapente et du parachutisme sportif. Les parachutistes militaires utilisent principalement l'ensemble de parachutage individuel (hauteur de saut : entre 300 et 400 m).

1983

Bill Booth réalise officiellement le premier saut en tandem avec un autre adulte. Son parachute arrive en France en 1987 avec un système de ralentisseur qui n'existait pas jusqu'à cette date.

2012

Les soldats du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine effectuent les premiers sauts en service avec les équipements de parachutage du combattant (EPC) qui doivent remplacer l'ensemble de parachutage individuel. Les livraisons de l'EPC vont se poursuivre jusqu'en 2019.

Altitude
100 à
200 m

Du ciel à la terre

Action complexe impliquant les composantes aérienne et terrestre, l'opération aéroportée voit avant tout son succès reposer sur l'étroite coordination entre les forces mises en œuvre. L'armée française a confirmé au Mali, durant l'opération Serval, son savoir-faire en ce domaine.



Le 20 novembre 1953, des parachutistes sautent sur Diên Biên Phu. Dès leur arrivée au sol, les sections doivent se regrouper et se tenir prêtes au combat.



A. ROINÉ@ECPAD/JEMA

Des soldats du 17^e régiment du génie parachutiste atterrissent sur la zone de Tombouctou le 29 janvier 2013, dix-huit jours après le lancement de Serval.

Utilisé dès l'Antiquité à des fins acrobatiques, le parachute est plus sérieusement étudié par Léonard de Vinci qui dessine une voile pyramidale en 1502. Mais il faut attendre le XVIII^e siècle pour que l'on pense à utiliser ces « machines [le terme parachute n'existe pas encore, NDLR] comme appareil de guerre. Heureux alors l'État qui s'en servira le premier », rapporte le premier parachutiste français, André-Jacques Garnerin, en 1797. L'entrée de la troisième dimension en France, lors du premier conflit mondial, fait naître l'idée d'un parachutisme militaire. L'objectif est d'équiper les aérostiers – puis, plus tard, les pilotes d'avion – d'un unique parachute de soie hémisphérique. Avec l'objet apparaît alors le concept d'opérations aéroportées (OAP). Entre les deux guerres mondiales, les Russes et les Allemands développèrent l'idée de sauts de groupes de parachutistes derrière les lignes ennemies. En France, en 1935, le capitaine Frédéric Geille, pilote de chasse, crée, à Avignon, le premier Centre de formation de parachutistes militaires. Deux ans plus tard, le capitaine Henri Sauvagnac sera le premier parachutiste des troupes aéroportées françaises à être breveté.

Diên Biên Phu en 1953, Suez en 1956, Kolwezi en 1978 ou Tombouctou en 2013, les premières images qui viennent à l'esprit, lorsque l'on évoque ces interventions, sont celles d'une centaine de parachutistes largués à proximité de l'ennemi. Une vision restrictive. Les OAP sont des opérations interarmées de mise à terre d'unités, de logistique, d'armement, par la voie des airs, en ambiance d'insécurité ou sous menace. Le général Thierry Caspar-Fille-Lambie, commandant la Défense aérienne et les opérations aériennes (COMDAOA), insiste sur ce fait : « Une opération aéroportée est une action aéroterrestre complexe dont le but est de mettre à terre du personnel et/ou du matériel par aérolargage ou aéroportage. Il ne s'agit pas uniquement de larguer des parachutistes ! Une OAP commence dès la mise à terre des premiers éléments et se termine lors de l'atteinte des objectifs fixés. » Ainsi, l'aérolargage est un des deux modes d'actions de l'OAP. L'autre étant le poser d'assaut, soit l'aéroportage, souvent privilégié lorsqu'une zone d'atterrissage est praticable car, moins complexe dans sa mise en œuvre avec une prise de risques plus limitée. Les avions de transport ont alors trois minutes pour se poser, faire débarquer les ■■■



©ECPAD

Des soldats libèrent un bulldozer Bouter R4 de ses suspentes après son parachutage sur Diên Biên Phu le 23 novembre 1953.

■■■ troupes et les véhicules et redécoller. « Ces deux méthodes sont complémentaires et peuvent être mixées, comme ce fut le cas pendant Serval, au Mali », rappelle le COMDAOA. Opération interarmées, l'OAP voit son succès principalement reposer sur une chaîne de commandement claire permettant la réversibilité jusqu'au dernier moment et l'étroite coordination entre les forces mises en œuvre : avions de transport, de combat et de renseignement, drones, hélicoptères de transport et d'attaque, unités de la 11^e brigade parachutiste, autres composantes et forces spéciales. L'acquisition et le maintien de la supériorité aérienne locale sont indispensables. « Connaître parfaitement l'environnement et la menace sont les principaux critères de succès comme la discrétion dans la préparation des opérations aéroportées », ajoute le général Caspar-Fille-Lambie. Les OAP permettent de s'affranchir des distances et des contraintes du terrain pour mener différents types de missions comme recueillir du renseignement en zone hostile, prendre puis tenir ou détruire des points clés ennemis, renforcer un dispositif ami, évacuer des ressortissants, venir en aide à la population locale (avec un soutien santé)... Le choix d'effectuer une OAP

réside dans les effets à obtenir – rapidité d'action et effet de surprise – et dans la capacité des forces à tenir dans la durée. « Lorsqu'on prépare une OAP, il y a plusieurs questions à se poser : quelle est la mission exacte : prise d'un aéroport, prise d'une ville ? Quels sont les moyens qui nous sont affectés en termes d'aéronefs et leur capacité d'emport ? Quelle est la zone idéale pour larguer hommes et matériel ? Combien de temps doit-on "durer" sur la zone ? Etc. », explique le colonel Vanden Neste, adjoint à la 11^e brigade parachutiste (BP) jusqu'à l'été 2014 et commandant les troupes aéroportées au Mali en 2013. Généralement, l'autonomie d'un parachutiste largué en zone hostile, à une hauteur d'environ 300 mètres, n'excède pas 72 heures. Le soutien doit pouvoir assurer un rechargement en vivres et en munitions. Pour le COMDAOA, la plus longue OAP française a été réalisée pendant Serval : « Durant cette opération, tous les modes d'action de l'OAP ont été mis en œuvre avec de nombreux moyens aériens. L'avantage des troupes aéroportées est leur réversibilité. » Si, malgré la menace, des opérations d'assaut ont pu être effectuées à Gao, il en est tout autre à Tombouctou et Tessalit. Les aéroports avaient été rendus impraticables par les groupes terroristes. Ainsi, pour ces opérations d'envergure, avions ravitailleurs, avions de chasse, avions de transport tactique, Awacs, drones et hélicoptères ont été engagés en même temps, soit près d'une quarantaine d'aéronefs. La 11^e BP, commandée alors par le général Paulet, a immédiatement renforcé l'EMA/CPCO dans le cadre d'un groupe de planification opérationnelle interarmées puis déployé son état-major avancé, le poste de commandement G08, dès mi-janvier 2013. « C'est un état-major parachutable unique en Europe, armé en permanence. Pour les opérations au Mali en janvier et février 2013, près de 700 soldats des troupes aéroportées et 39 hommes du G08 ont été projetés », détaille le colonel Vanden Neste.

Aérolargage d'envergure sur Tombouctou

Ainsi, fin janvier 2013, tout était prêt pour la réalisation de plusieurs OAP sur le sol malien. Le 28, 250 soldats du 17^e régiment du génie parachutiste, du 35^e régiment d'artillerie parachutiste et du 2^e régiment étranger de parachutistes ont été largués de nuit, au nord de l'aéroport de Tombouctou. « Cette opération était coordonnée avec les éléments routiers du général Barrera, alors commandant des troupes terrestres de l'opération Serval, qui arrivaient par les pistes au sud de l'aéroport », ajoute le colonel Vanden Neste. Le lendemain, la même manœuvre a été réalisée pour larguer du matériel lourd – bulldozers, niveleuses, camions – et les soldats du 17^e régiment du génie

Opérations aéroportées



G. GESQUIÈRE © ARMÉE DE TERRE

Un entraînement à la livraison de matériel par air effectué à partir d'un C-160 Transall.

parachutiste afin de rétablir les pistes d'atterrissage. Ainsi, face à des événements particuliers et l'accès à certaines zones géographiques, l'aérolargage reste l'ultime moyen pour déployer un volume important de soldats et de matériels en terrain hostile. Au Mali, la France a prouvé sa capacité à réagir vite et fort mais elle a également montré qu'elle maîtrisait les différents types d'OAP. Si les troupes aéroportées ne sont pas épargnées par les restructurations et les baisses budgétaires de la Défense, elles s'adaptent aux nouvelles technologies. L'ensemble de parachutage du combattant (parachute EPC) compatible avec le programme Fantassin à équipements et liaisons intégrés (Félin), la voile hybride permettant une dérive de plusieurs kilomètres pour les commandos parachutistes ou encore l'arrivée de l'A400M (avec, entre autres, une capacité d'emport de 116 parachutistes équipés (ou jusqu'à 16 tonnes en largage) projetables à plus de 6 000 kilomètres) permettront de renforcer les capacités des troupes aéroportées françaises : agir dans l'urgence sur des zones difficilement accessibles afin de prendre l'ascendant sur l'ennemi.

Flora Cantin

À chaque mission son parachute

Parmi les différents types de parachutes existant actuellement, les plus connus sont sans doute ceux utilisés par les parachutistes militaires. Ils sont constitués d'une voile dorsale et d'une ventrale, de secours, dont la forme et la superficie varient selon la mission : hémisphérique pour une descente rapide avec ouverture automatique ou en aile pour sa maniabilité et la dérive possible. Les pilotes d'avion bénéficient également d'une voile hémisphérique sur leur siège éjectable. Pour le largage de charges lourdes, plusieurs coupes de grandes dimensions sont utilisées – jusqu'à 10 voiles. Plus de 6 tonnes de matériel – vivres et munitions – peuvent ainsi être largués. Les avions eux-mêmes peuvent être équipés d'un parachute de freinage, généralement à rubans ou antivirilles. Ils permettent de réduire la course de l'atterrissage de 40 % une fois au sol, tout en stabilisant l'aéronef sur des terrains verglacés.

Tester par tous les moyens

Sur la base de Mont-de-Marsan, dans les Landes, les expérimentateurs de l'Escadron de survie opérationnelle et des parachutistes d'essai testent les équipements de saut utilisés par les militaires français. Des procédures d'évaluation qui se déroulent au sol puis en vol.



J.-J. CHATAFARD@ICOD

L'adjudant-chef Sébastien Roze se prépare à effectuer un saut en gaine pour tester du matériel.

« **S** angle latérale ok, casque ok » : dans un hangar de la base 118 de Mont-de-Marsan, deux parachutistes d'essai de l'armée de l'Air testent les différentes configurations du ceinturon multi-fonction Attila. De l'expression de besoin à la mise en service opérationnelle, les experts de l'Escadron de survie opérationnelle et des parachutistes d'essai (Esopo) entament toujours l'expérimentation d'un matériel par une étape au sol. « *On maquette, explique l'adjudant-chef Sébastien Roze, c'est-à-dire que l'on recense et que l'on identifie les éventuelles interférences entre le nouveau matériel en expérimentation et les équipements déjà en service.* » Tout en vérifiant l'équipement de son binôme, le sous-officier constate que « *c'est paradoxalement sur les expérimentations les plus simples que l'on découvre des problèmes* ». L'analyse des risques et l'autorisation d'emploi conditionnent la seconde étape de l'expérimentation : le vol.

Au plus près de la réalité

Deux jours plus tard, sur la zone de saut de Mimizan, les deux hommes passent à la phase suivante : ils préparent un exercice en vérifiant la conformité du matériel par rapport aux fiches de vol. Celles-ci ont été rédigées après leurs tests au sol et validées par la direction du Centre d'expériences aériennes militaires. « *Au point de largage, hauteur de fin de travail à 2 000 mètres, ouverture à 1 500* », annonce le largueur à son coéquipier. Pour ce parachutiste d'essai et de réception, « *il est capital de tester le matériel dans les conditions les plus proches possible de la réalité* ». Toutefois, la durée d'expérimentation varie d'un matériel à l'autre et « *le tempo expérimental ne coïncide pas toujours avec celui de l'opérationnel. On est souvent pris pour des empêcheurs de tourner en rond alors que notre mission consiste avant tout à assurer la sécurité des hommes* ».



J.-J. CHATAIRD@DICO

Atterrissage d'un expérimentateur de l'Escadron de survie opérationnelle et des parachutistes d'essai sur la base de Mont-de-Marsan.

et l'emploi du matériel aéronautique », constate l'adjudant-chef Sébastien Roze en embarquant dans l'avion. À une hauteur de 4 000 mètres, la porte latérale du Pylatus s'ouvre pour une minute de chute libre. Dans cette troisième dimension, l'air révèle sa nature de fluide et devient palpable jusqu'au choc de l'ouverture.

Malheureusement, la mise en pression de la voile est dissymétrique et les suspentes s'enroulent. Le parachutiste subit les forces centrifuges et vrille à plat. L'équipe au sol court vers la zone de poser. Le PER tente, sans y parvenir, de rétablir la situation en battant des jambes. De la main droite, il se libère de la toile maudite. La force centrifuge l'éjecte de nouveau. De la main gauche, il percute le parachute de secours qui se déploie. Il atterrit, soulagé. Tout en repliant son parachute, il confesse à ses camarades : « *C'est la première fois en 2 000 sauts qu'un tel accident m'arrive.* » Dans ce corps d'élite, il n'y a pas de têtes brûlées mais des professionnels rigoureux et faisant preuve de sang-froid.

Sandra Lewinsky

La voile hybride en phase de test

Depuis janvier, l'Escadron de survie opérationnelle et des parachutistes d'essai expérimente, à la demande du Commandement des opérations spéciales, la voile hybride, qui mixe les technologies mécaniques du parachute et celles aérodynamiques du parapente. Elle demande un maniement plus technique qu'un parachute de type aile. Plus grande – elle existe en deux tailles 19 et 24 m² –, plus effilée qu'une voile classique, elle permet de dériver deux fois plus loin pour une même hauteur de saut ou de sauter plus bas et de s'affranchir de contraintes comme le manque d'oxygène ou les températures très basses. Grâce à un colis autoguidé, le chuteur opérationnel pourra se décharger des équipements qui l'alourdissent à haute altitude. Une unité centrale placée sur le colis permettra de programmer l'ouverture de la voile hybride puis de naviguer en toute autonomie grâce à un système de poulies reliées aux commandes de manœuvre.

Des Anglaises font le grand saut

L'École des troupes aéroportées, à Pau, est chargée de l'instruction des parachutistes des trois armées. Des stagiaires étrangers viennent aussi s'y former. Cet été, trois jeunes britanniques appartenant à une unité féminine de secouristes ont sauté au-dessus du Béarn pour obtenir leur brevet parachutiste militaire.

En ce mois de juillet, à Pau, le thermomètre frôle les 40 °C. L'École des troupes aéroportées (Etap) est plongée dans le silence. Au premier abord, la maison mère des parachutistes, unique entité de formation des troupes aéroportées, semble désertée. Tout paraît immobile, seule la brise agite doucement la cime des arbres autour des bâtiments. Mais en levant les yeux au ciel, la devise de l'Etap – « Par le ciel, pour servir » – prend alors tout son sens : à environ 1 500 mètres du sol, une voile s'ouvre, suivie par une guirlande de parachutes de type « aile » échappés d'un Casa. Sept voiles dérivent maintenant dans les airs. À quelques kilomètres de là, sur la nouvelle aire d'embarquement de l'Etap, des stagiaires des trois armées et du GIGN attendent le retour de l'avion. Un groupe de 28 personnes se détache. Parmi elles, les lieutenants Kate Molan, Laura Lean et Anna-Sophia Dines, trois jeunes britanniques appartenant au Fany, le *First Aid Nursing Yeomanry Aid*. « Ce corps indépendant, entièrement fémi-

nin, a été créé en 1907. Durant la Seconde Guerre mondiale, les Fanys ont soutenu les résistants français et le service de renseignement britannique. Aujourd'hui, nous sommes toujours volontaires, nous travaillons sans rémunération et intervenons aux côtés des secours civils et militaires en cas de catastrophe naturelle ou d'attentat », explique le lieutenant Anna-Sophia Dines, 35 ans. Près d'elle, le lieutenant Laura Lean, photographe dans la marine britannique, témoigne : « J'ai souhaité intégrer les Fanys pour rendre hommage à ma grand-mère, qui en faisait partie. Je suis fière d'avoir pu passer les sélections. C'est fantastique d'être en France, les moniteurs de l'Etap sont formidables ! » Aux côtés de Français, elles viennent passer le brevet de parachutiste militaire (BPM), diplôme initial commun à tous les parachutistes. « Pour elles, ce brevet est avant tout symbolique car, en Grande-Bretagne, le parachutisme militaire n'est pas ouvert aux femmes. Mais, l'obtenir représente une forme d'hommage aux pionnières », explique l'adjudant Jean-Philippe Desaphy, l'un des moniteurs parachutistes de l'établissement, en charge du groupe.

Attendre le vent favorable

Aujourd'hui, les militaires français passant leur BPM ne sont pas encore affectés dans leur unité. Certains ne porteront jamais le béret amarante. D'ailleurs, l'un d'entre eux s'apprête à intégrer le commando marine Hubert. Pour le lieutenant-colonel Géraud Lhours, nouveau chef de corps de l'Etap, « la réussite de l'école tient au socle commun des formations qui garantit l'interopérabilité entre les parachutistes des différentes armées, mais également au sein d'une même armée. L'Etap adapte en permanence ses actions de formation aux besoins opérationnels ».

Il est 14 heures. Sous les hangars de la nouvelle aire d'embarquement, près de leurs ensembles de parachutage individuels alignés sur le sol, les stagiaires attendent de pouvoir effectuer leur deuxième saut. « Le vent est variable et ne descend pas



M. DENNIEL©ECPAD

Sous l'œil attentif de l'adjudant Desaphy, le lieutenant Laura Lean ajuste son ensemble de parachutage individuel.



M. DENNIELO@ECPAD

Après avoir pris place dans un Casa avec des soldats français, Kate, Laura et Anna-Sophia s'apprêtent à effectuer un saut à 400 mètres de hauteur.

sous les 4 mètres sol/seconde, vous ne pourrez sauter que si le vent baisse ! », commente l'adjudant Jean-Philippe Desaphy. Après une semaine d'instruction au sol, les participants doivent effectuer six sauts en ouverture automatique pour obtenir le BPM. Deux contraintes sont à prendre en compte : la disponibilité des avions et la météo. Aujourd'hui, si le Casa est là, le vent est lui aussi bien présent. La déception se lit sur le visage des Fanys. Elles se remontent mutuellement le moral, espérant que le vent s'affaiblira au plus vite. « Cross fingers », murmurent-elles. Pour leur moniteur, « un parachutiste doit apprendre vite, posséder une bonne condition physique et un bel esprit de camaraderie : on a toujours besoin de quelqu'un d'autre à un moment donné ». À cela s'ajoute une autre qualité : la patience.

Après trois heures d'attente, l'adjudant Desaphy revient vers le groupe, souriant : « Équipez-vous, le vent tombe, vous montez dans le prochain avion ! » Les intéressés endossent leur parachute, cliquent le ventral et enfilent leur casque Guéneau. Après la vérification de sécurité effectuée par les chefs

largueurs, en colonne par deux, chacun prend place dans le Casa. Celui-ci décolle dans la foulée. Quelques minutes plus tard, tous effectueront leur saut à une hauteur de 400 mètres. Chaque année, plus de 3500 stagiaires français et étrangers passent par l'Etap, ce qui représente plus de 15000 sauts en ouverture automatique et environ 10000 en ouverture retardée commandée. « Depuis toujours, l'établissement accueille des délégations étrangères pour passer le brevet français ou échanger des savoir-faire, essentiellement avec les pays européens. Ils viennent chercher une expertise reconnue. Ce qui surprend beaucoup nos homologues étrangers, c'est l'efficacité de la formation, du parachutiste basique au parachutiste de très haut niveau », conclut le commandant de l'Etap, près de la place d'armes où flottent les drapeaux français et britannique.

Flora Cantin



Scannez le QR code
pour en savoir
plus sur l'exercice.



Colonel Julien Sabéné, commandant de la base aérienne 188 de Djibouti**« 2 secondes après mon éjection du cockpit, mon parachute s'est ouvert »**

« *Mayday, mayday, mayday.* » Plus de huit ans après son accident, ces mots résonnent encore dans la tête du colonel Julien Sabéné, alors pilote au sein de l'escadron de chasse 2/2 Côte d'Or de Dijon. « *Le 27 février 2006, au cours d'une mission d'entraînement au combat aérien au-dessus de la Lorraine, tout l'avant de mon Mirage 2000-5 est arraché par l'appareil de mon équipier lors d'un croisement. Je me retrouve dans une situation très compliquée, sans instrument de vol et la verrière opacifiée par du pétrole qui coule à flot après la perte de ma perche de ravitaillement en vol. J'essaie coûte que coûte de ramener mon appareil sur la base de Saint-Dizier. Malheureusement, l'avion s'enfonce. La mort dans l'âme, je suis contraint à l'éjection. Je prends cette décision très tardivement, près de 10 minutes après l'abordage, à environ 400 pieds, soit 120 mètres d'altitude. J'ai de réels doutes sur mes chances de survie.*

Je tire sur la poignée logée entre mes jambes. La verrière explose. Le moteur-fusée qui équipe le siège (un Martin Baker MK 10) se met en route et m'extirpe très rapidement

en me donnant suffisamment d'altitude et de vitesse pour m'éloigner de l'avion et du sol. Tout est automatique. En moins de 2 secondes, le parachute s'ouvre, je suis libéré du siège. Cette voile ronde d'environ 7 mètres de diamètre peut vous ramener à bon port même inconscient. En cas de dysfonctionnement, il existe également un système manuel d'ouverture du parachute. Instinctivement, je me

remémore mes cours d'introduction au parachutisme militaire, suivis à l'École de l'air seize ans plus tôt. Les réflexes reviennent. Je prends une position offrant le moins possible de résistance à l'air, le dos bien droit afin d'éviter que le facteur de charge de 16G ne me casse le dos en deux. Je reste environ 8 secondes sous voile avant d'atterrir, en roulé-boulé, en lisière de forêt. En état de choc pendant quelques instants, je reprends progressivement mes esprits.

À ma grande surprise, je constate que je suis complètement indemne. » Un moment marquant pour ce pilote qui, depuis, a pu réutiliser un parachute... pour le plaisir.

Samantha Lille

J.L. BRUNET@ARMÉE DE L'AIR

Adjudant-chef Yann Bourgeois, chef largueur matériel au 1^{er} régiment du train parachutiste**« Au Mali, nous avons largué des bulldozers de 8 tonnes avec 5 parachutes »**

« *Mon métier consiste à recevoir tout type de matériel – vivres, carburant... – et à le conditionner, c'est-à-dire commander la plate-forme adéquate, prévoir les parachutes nécessaires et le matériel d'amortissement... Puis il faut équiper ce matériel, le contrôler et le charger dans les aéronefs. Du conditionnement à la réception au sol de la charge, il faut rester très attentif car toutes les phases sont sensibles. Dans le cadre de Serval, j'ai été projeté en Côte-d'Ivoire fin janvier 2013. J'y ai préparé tout le matériel utile pour effectuer une à trois opérations aéroportées sur le territoire malien. Pour des raisons de sécurité, tout est resté secret jusqu'au*

dernier moment. Puis nous avons reçu l'ordre de larguer du matériel au-dessus de Tombouctou et de Tessalit afin de dégager les pistes d'aviation. L'opération, qui se déroulait entre chien et loup, a consisté à larguer des engins du génie tel que des bulldozers d'environ 8 tonnes pour le plus lourd. Cinq parachutes de 100 kilos et d'une surface de 730 m² chacun ont été nécessaires pour cette charge. C'était une première pour moi ! Le ravitaillement des hommes au sol a également été largué : la plus petite charge pesait 50 kilos. Nous utilisons alors de petites voiles déclassées de parachutes dorsaux ou ventraux. »

Flora Cantin© 1^{er} RTP

Colonel Xavier Vanden Neste, ex-commandant des troupes aéroportées au Mali

« Pour Serval, il fallait larguer le plus bas et le plus vite possible en un seul passage »

« Les troupes aéroportées représentaient un détachement d'environ 700 militaires armé par le 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP), le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP), le 17^e régiment du génie parachutiste (17^e RGP), le 35^e régiment d'artillerie parachutiste (35^e RAP), le 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP), le groupement des commandos parachutistes (GCP) de la 11^e brigade parachutiste (11^e BP), le 1^{er} régiment du train parachutiste (1^{er} RTP) et le G08, l'état-major parachutable de la 11^e BP, réduit à 39 militaires, se souvient le colonel Xavier Vanden Neste, commandant des troupes aéroportées lors du déclenchement de l'opération Serval, au Mali, en 2013. Alors que la 11^e BP était en exercice, tout a été annulé. Deux de ses officiers sont partis au Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). Accompagné de sept officiers, je rallie l'Afrique pour préparer une opération aéroportée (OAP) sur Gao, en coordination avec les unités sur place. Parallèlement, le groupe tactique aéroporté commandé par le chef de corps du 2^e REP ainsi que les éléments du 1^{er} RTP font route vers Abidjan où nous nous retrouvons le 24 janvier. Alors que tout était prêt, la situation change. Ce n'est plus un seul saut que nous devons réaliser mais deux simultanément sur Gao et Tombouctou. Quelques heures seulement après cet ordre, nouveau changement : dans la nuit du 27 janvier, nous devons prévoir un poser d'assaut pour une compagnie d'infanterie à Gao puis un saut sur Tombouctou pour le 2^e REP et les éléments d'appui des 35^e RAP et 17^e RGP. Objectif : détruire les groupes terroristes en coordination avec les troupes au sol arrivant sur Tombouctou par voie routière.

Avant le go du CPCO, les troupes aéroportées ont été rassemblées à Abidjan, en Côte-d'Ivoire, tout comme les Hercules et Transall nécessaires au largage. Lorsque vous préparez une opération, il faut être discret. Ce qui semblait

compliqué en parquant 15 aéronefs sur l'aéroport d'Abidjan, en renforçant les troupes de 700 militaires et en réceptionnant un flux massif de matériel dont 800 parachutes dorsaux et ventraux. Nous l'avons justifié en expliquant qu'il s'agissait d'une relève des soldats de l'opération Licorne. Sur Gao et Tombouctou, nous devions en permanence obtenir des informations sur la situation ennemie. Le facteur météo était important : nous avons étudié les éphémérides, car, en Afrique, les vents peuvent vite compliquer la situation. Il fallait aussi trouver une zone de saut suffisamment grande et dégagée de tout obstacle sans que

nos camarades aviateurs soient des cibles faciles. Les hommes ont été mis au courant de la mission juste avant de s'équiper.

L'autre défi a été relevé par les différents commandements qui ont su gérer un timing parfait dans la coordination des opérations terrestres et aériennes. Je demandais à l'armée de l'Air un effet majeur à obtenir sur le terrain : larguer le plus bas et le plus vite possible, en un seul passage. Nous avons peu dormi durant la préparation de ces OAP, on est toujours en train de "mouliner" ! Après Gao et Tombouctou, ce fut Tessalit et Kidal. Près de 200 tonnes de matériel ont été larguées durant les trois premiers mois de Serval, au profit des forces

françaises, mais également des Maliens et des Tchadiens. On se pose beaucoup de questions avant ce genre de mission. Au final, j'ai restitué ce que j'avais appris quand j'étais jeune officier. Je me suis servi de l'intelligence des camarades de la BP, des cerveaux de l'armée de l'Air et de mon expérience. La France est l'un des rares pays à pouvoir mener des OAP d'envergure. Cela grâce à la formation, à l'expérience opérationnelle et aux exercices réguliers. Je suis fier d'avoir commandé une telle opération, reconnaissant envers mes chefs de m'avoir fait confiance et envers mes hommes de l'avoir réalisée. »

Flora Cantin



Plier n'est pas jouer

À Montauban, dans le bâtiment spécialisé de la cellule de maintenance automatisée des parachutes, hommes et femmes contrôlent, réparent et plient le matériel que les militaires utiliseront ensuite pour effectuer leur saut. Un travail de haute précision dont dépendent des vies.

Avant de repartir pour un nouveau saut, chaque parachute doit être scrupuleusement inspecté et plié dans les règles de l'art. Inaugurée il y a dix ans, la cellule de maintenance automatisée des parachutes de Montauban (CMAP) accueille une unité spécialisée qui plie, répare et contrôle chaque année 80 000 parachutes de l'armée française, une compagnie de réparation pour l'ensemble des troupes aéroportées de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air, et une compagnie de pliage qui travaille aujourd'hui essentiellement avec l'armée de Terre. Pour les 300 opérateurs militaires et civils, la cadence est soutenue et la rigueur extrême.

« La CMAP est unique au monde, lance le lieutenant-colonel Jean-Noël Vanacker, chef de détachement du 3^e régiment du matériel. Ici, toutes les fonctions d'entretien, de réparation, de pliage sont centralisées sur un site unique entièrement automatisé. » Tout au long de la procédure, les contrôles et les vérifications faites par l'homme ou la machine se multiplient sans cesse.

L'inspection démarre dès l'arrivée des parachutes par conteneurs. En quelques minutes, de retour du terrain, ils passent entre les mains d'opérateurs concentrés qui procèdent au « traitement initial » du matériel, un premier diagnostic sommaire qui permet de nettoyer la voilure, vérifier son état et celui du sac harnais et démêler les suspentes.

« Un opérateur traite en moyenne un parachute toutes les 10 minutes, soit 80 voilures dans la journée, commente le lieutenant-colonel Vanacker. Si aucune détérioration importante n'est constatée, le parachute poursuit son circuit dans la tour d'aération, où les machines prennent le relais. Les matériels défectueux sont neutralisés pour être recyclés. » Une fois contrôlées, les voilures pendues à des crochets reliés à un rail automatisé circulent dans une salle

à leur mesure pour être pesées et séchées par un flux d'air chaud. « Si le système détecte une différence de poids entre le début et la fin de circuit, cela indique que la voilure est encore mouillée. Elle repart alors pour un nouveau cycle », précise le chef de détachement.

Traçabilité totale et contrôles drastiques

Dans le bâtiment de 14 000 m², les tâches à faible valeur ajoutée sont automatisées. Chaque voilure ou sac harnais possède une étiquette radioélectrique, sorte de puce qui stocke les informations : nombre de sauts réalisés, âge de la voile, noms des plieurs ou des réparateurs...

« La traçabilité est totale tout au long du processus, et les contraintes sont aussi drastiques que dans la filière médicale ou alimentaire », poursuit le lieutenant-colonel. À quelques mètres de là, les robots de manipulation du magasin de stockage (ou « transstockeur ») s'activent pour répartir et classer par références homogènes les parachutes en attente d'un diagnostic plus précis, ceux réfor-



Une couturière de l'atelier de réparation travaille sur une voilure.



R. SENOUSSE/DICOD

Le pliage d'un parachute dure en moyenne 15 minutes et se déroule en quatre phases : la voile, la partie intermédiaire, le lavage des suspentes et le sac.

més ou ceux prêts à être expédiés dans les 3600 emplacements d'une étagère géante de 100 mètres de long sur 18 mètres de haut ! À certains endroits du bâtiment, des chariots filoguidés (automatiques) prennent le relais des tapis roulants pour assurer le transport des matériels d'une zone à l'autre.

Au rez-de-chaussée, l'unité de réparation, la 14^e compagnie, est le repaire des couturières. Elle rassemble 90 % de femmes, majoritairement civiles, qui piquent, reprisent, raccommodent toutes sortes de voilures, sacs et suspentes, penchées sur leurs machines à coudre. « Nous utilisons du fil jaune pour mieux identifier les réparations. Le travail est très minutieux, ça se joue souvent au millimètre près », explique Saliha Armand, une des expertes de l'unité.

À l'étage supérieur, celui de la 15^e compagnie, les gestes sont plus physiques, mais tout aussi précis pour les plieurs qui s'activent autour d'une dizaine de tables longues de

15 mètres. L'équipe est majoritairement masculine. Militaires et parachutistes (6 sauts par an), ils ont obtenu leur qualification de plieurs. « Si l'on n'est pas "sautant", on ne peut pas plier, précise le maréchal des logis Nicolas Mathieu, chef d'équipe. La sécurité est omniprésente. Il faut rester vigilant, car le travail est répétitif et cadencé : une équipe de trois opérateurs (trois tables) plie en moyenne 72 parachutes dans la journée, à raison d'un parachute tous les quarts d'heure par opérateur. Le travail est organisé sur un service continu de six heures avec une pause toutes les 75 minutes... »

Conçu pour pouvoir proposer un service complet de maintenance des parachutes à d'autres armées européennes, le centre pourrait voir sa cadence s'accélérer. « Et avec l'arrivée de l'A400M, le rythme est loin de faiblir : 5000 parachutes à traiter en une seule semaine de sauts ! » conclut le lieutenant-colonel Vanacker. ■

Éléonore Krempff

L'autre visage de la guerre

Jusqu'au mois d'octobre, Le Louvre-Lens met en lumière plus de deux siècles de représentation des désastres de la guerre. Les 450 œuvres sélectionnées illustrent les points de vue désenchantés que certains artistes portent sur les conflits de l'épopée napoléonienne à nos jours.

De l'Antiquité au XIX^e siècle, lorsqu'ils représentent la guerre, les artistes mettent systématiquement en avant les grandes actions, le courage, l'héroïsme. Mais, à partir des campagnes napoléoniennes, certains se sont attachés à dépeindre l'horreur des conflits. C'est à cette vision peu académique que le musée du Louvre-Lens a consacré une exposition. « Les désastres de la guerre » témoigne ainsi du mouvement de « désenchantement » face aux guerres, amorcé à partir des années 1800. « La guerre est un grand sujet. Aucune exposition n'avait encore réuni les représentations de ses conséquences sur les humains, les animaux, les choses, les villes, les paysages, sur une si longue période », explique la commissaire de l'exposition, Laurence Bertrand Dorléac.

Ainsi 450 œuvres de toute nature (peinture, sculpture, dessin, photographie, cinéma, affiche...) de plus de 200 artistes (Géricault, Goya, Daumier, Dix, Vallotton, Léger, Picasso, Capa, Caron, Pei-Ming) sont

offertes au public. L'exposition offre tout d'abord au regard *Le Premier Consul franchissant les Alpes au col du Grand-Saint-Bernard*, de David, symbole de la vision héroïque et idéaliste de la guerre, qui domine alors l'histoire de l'art. Mais, en 1810, Goya, lance une petite révolution avec sa série de gravures *Les Désastres de la guerre*. « Il représente toutes les figures les plus terribles, analyse Laurence Bertrand Dorléac. La violence circule d'un camp à l'autre, des soldats napoléoniens aux Espagnols. Il montre tout des guerres anciennes, présentes et futures, allant jusqu'à représenter les viols de femmes et le massacre des populations civiles. » Au même moment, Géricault effectue également un tournant pictural avec son *Cuirassier blessé quittant le feu*, qui met en scène un officier anonyme apeuré. « Les révolutions en Europe permettent cette mise en valeur de l'individu et de ses sentiments, ce qui va s'opposer à l'évidence de la guerre et remettre en cause l'héroïsme et la sacralité de la bataille, analyse la commissaire. Plus rien ne sera

comme avant, d'une certaine façon. Chaque conflit amènera des artistes à représenter les désastres, en temps réel ou avec du recul. Pour ceux qui ont combattu, leurs œuvres les aideront à exorciser leurs cauchemars d'anciens combattants. L'art est aussi une catharsis, une façon de dire des choses qui ne sont pas avouables. Avec toute l'ambivalence du visuel. »

Étapes visuelles

Organisée de manière chronologique, cette exposition établit des tournants visuels, mais aussi des correspondances entre les différents conflits. Ainsi le monumental tableau de Yan Pei-Ming *Exécution après Goya* (2008) qui reprend le célèbre *Tres de mayo* (1814) de Goya. Une façon pour l'artiste chinois de rappeler que des civils sont toujours fusillés dans son pays.

Avec la guerre de Crimée (1853-1856) arrivent les premières photos de presse, composées sur le modèle des tableaux. Elles ne montrent ni combats, ni morts, mais traduisent la désolation après la bataille. Puis la ■■■

Ci-contre :
Exécution après Goya
de l'artiste chinois
contemporain
Yan Pei-Ming.

Ci-dessous :
L'Oublié, peint en 1872
par Émile Betsellère,
représente un soldat
blessé pendant la
guerre de 1870.



© YAN PEI-MING/ADAGP



BAYONNE, MUSÉE BONNATHELLEU © A. VAQUERO-URRUTY



Ci-contre :
Célèbre image prise par le photojournaliste vietnamien Nick Ut le 8 juin 1972 après le bombardement au napalm d'un village nord-vietnamien.

Ci-dessous :
La Guerre, œuvre réalisée en 1925 par le peintre Marcel Gromaire, qui fut mobilisé et blessé durant la Première Guerre mondiale.

©NICK UT/ASSOCIATED PRESS/SIPA

■ ■ ■ guerre de Sécession marque un nouveau tournant visuel. Pour la première fois, la mort est représentée. Dès lors, le regard des peintres évolue, tout comme les sensibilités. Le grand reportage de guerre apparaît avec la guerre civile espagnole (1936-1939). Témoins directs des scènes de conflit, les photoreporters (Chim, Capa, Centelles...) deviennent des héros. Mais une question éthique voit le jour : doit-on tout montrer des horreurs de la guerre ? L'exposition

évoque cette problématique à travers le cliché de Gilles Caron pendant la guerre du Biafra, en 1968, qui représente le cinéaste Raymond Depardon filmant un enfant décharné, prostré au sol. « *La difficulté de représenter quelque chose de ces désastres est extrême. Certains artistes ont été très loin dans la démonstration. Goya a servi de matrice à tous les autres. Otto Dix, qui a combattu en 1914-1918, a tout montré de la guerre, y compris le suicide d'un soldat* », commente Laurence Bertrand Dorléac.

tête un musée des images horribles de la guerre qui n'est d'ailleurs pas forcément classé chronologiquement, mais qui fait que lorsque l'on voit la guerre s'approcher, on évalue avant tout les conséquences de son déclenchement. » Benjamin Constant l'écrivait déjà en 1819 : « *Chez les modernes, une guerre heureuse coûte infailliblement plus qu'elle ne rapporte.* » Nous en sommes toujours là. Avec la certitude qu'il faut tout faire pour éviter la guerre. ■

Carine Bobbera



© PHOTO RMN - BULLOZ

Icônes pacifistes

Ces œuvres ont souvent fait évoluer notre perception de la guerre. C'est pourquoi la photo représentant une petite fille nue brûlée au napalm qui hurle sa douleur sur une route vietnamienne, réalisée par Nick Ut en 1972, est devenue une icône, un symbole militant pour la paix. « *Cette photographie me hante encore, et je ne suis pas la seule*, confie la commissaire. *La culture des textes a un impact sur nos esprits; la culture visuelle, elle, influe sur nos sensibilités plus directement que ne le font les textes. Or, comme les artistes dialoguent avec les œuvres du passé, nous avons en*

Infos pratiques

« **Les Désastres de la guerre. 1800-2014** », au Louvre-Lens (Pas-de-Calais), Jusqu'au 6 octobre. 10 heures-18 heures sauf mardi, tarif : 8 et 9 €, gratuit - de 18 ans www.louvre-lens.fr



Scannez le QR code pour visionner un diaporama de l'exposition



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Bob le plongeur

Au service de la Couronne britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, puis dans les services français, Robert Maloubier, dit Bob, a mis son expérience à profit pour créer les nageurs de combat. À 91 ans, il continue de prendre la plume pour raconter ses aventures.

Avec sa moustache de hussard, ses traits d'esprit *so british* et sa voix gutturale, Bob Maloubier fait les questions et les réponses. Rien d'étonnant pour cet ancien agent secret. Malgré sa démarche fatiguée et son souffle court, sa mise est soignée. Robert, dit « Bob », a fait de sa vie un roman. Et bien avant de prendre lui-même la plume pour publier ses mémoires de guerre, il est déjà le plus célèbre des espions français.

avec un certain Bob Denard. À 91 ans, il collectionne autant les fausses identités que les décorations. Il est détenteur de la prestigieuse *Distinguished Service Order* qu'une poignée de Français seulement se sont vue remettre. Mais de toutes ses distinctions, c'est celle du brevet des nageurs de combat, qu'il a contribué à créer, dont Bob Maloubier est particulièrement fier. « *L'idée m'est venue en 1949. J'écrivais des comptes rendus pour les services secrets sur*

palmes. Nous nagions en survêtements, se souvient-il. La première promotion était composée de quatre commandos marine et de quatre sous-officiers du 11^e Choc [bras armé du SDECE, NDLR]. Très vite, la source s'est tarie. Et l'armée française nous a envoyé tout ce qu'elle comptait de bancales, d'aveugles et de paralytiques. Pour les premières sélections, nous n'avons pas retenu une seule personne. » Dans *L'Espion aux pieds palmés*, publié en 2013, le premier des nageurs raconte : « *Tout ce qu'il nous passe par la tête, nous le mettons à l'épreuve. Nous n'observons qu'une seule règle, mais inconditionnelle celle-là : nous n'exigeons de nos hommes rien que nous n'ayons expérimenté les premiers.* »

Le cours est aujourd'hui l'une des formations les plus exigeantes du podium militaire. Et pour cause, le nageur de combat est le seul combattant formé à intervenir à partir de tous les vecteurs, qu'ils soient terrestres, aériens ou maritimes. À plus de 8000 mètres d'altitude ou à 60 mètres sous l'eau, on les retrouve au service action de la DGSE ou chez les commandos marine Hubert. Soixante-deux ans après la création de cette unité d'élite, seuls 1000 nageurs de combat ont obtenu l'insigne aux deux hippocampes ailés. Une histoire dont Bob Maloubier est l'un des illustres auteurs. Il semble d'ailleurs que le temps n'ait pas de prise sur cet homme : « *Ce qui me maintient en forme ? Je ne connais pas de meilleure discipline sportive que la guerre.* » ■

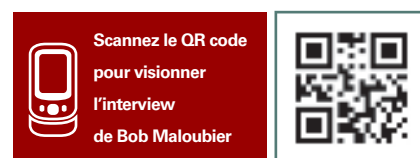
Guillaume Gardin

« Au début, nous n'avions ni combinaisons, ni palmes : nous nagions en survêtements. »

Résistant, saboteur, parachutiste, nageur de combat : « *J'ai été un peu tout ça à la suite, en fonction des circonstances* », confirme-t-il sobrement.

D'abord au service de la couronne britannique au sein du fameux *Special Operations Executive* créé par Churchill pendant la Seconde Guerre mondiale, puis au Sdece, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (devenu DGSE en 1982), ce « tonton flingueur » a bâti sa réputation d'intrépide : tantôt touché par une balle allemande en plein poumon, tantôt sautant en parachute vêtu d'un complet. « *Un trompe-la-mort* », « *un gentleman* », évoquent ses proches. On oscille entre légende assumée et réalité sublime. Cultivant les paradoxes et une certaine irrévérence, Bob Maloubier se flatte d'avoir connu la reine d'Angleterre, mais ne cache pas non plus ses amitiés

des opérations de débarquement. À l'époque, nous n'avions pas de nageurs de combat, or l'expérience de la guerre a largement prouvé leur efficacité, notamment pour dégager les obstacles avant les manœuvres. J'ai donc écrit une lettre au président du Conseil, dont mon service dépendait, sans trop me faire d'illusion. » Et pourtant, il est entendu. C'est ainsi que le capitaine Maloubier est envoyé s'instruire l'année suivante à Portsmouth, au *Special Boat Service*. Il fera deux séjours chez les Royal Marines. Puis la nouvelle école de formation française s'installe dans une commune algérienne proche d'Oran en 1952. Pour cette mission, Bob Maloubier est secondé par un jeune enseigne de vaisseau, Claude Riffaud. Bâtiment précaire, équipement sommaire, les débuts sont chaotiques : « *Nous n'avions ni combinaisons, ni*





Bob Maloubier en six dates

1923 | Naissance à Neuilly-sur-Seine

1943 | Recruté à Londres par le *Special Operations Executive*

1945 | Reçoit la *Distinguished Service Order* britannique

1947 | Participe à la création du service action du Sdece (aujourd'hui DGSE)

1952 | Crée l'unité des nageurs de combat

2014 | Publie *Les secrets du Jour J* (éd. La Boétie)



©ECPAD

Marseille - 29 août 1944

Au lendemain de la capitulation allemande, un canon automoteur M7 Priest du 1^{er} peloton du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique défile quai des Belges.

Marseille

Une libération audacieuse

La cité phocéenne se soulève dès la mi-août sous l'impulsion des Forces françaises de l'intérieur. Ces dernières prennent la préfecture et la Bourse le 21. La 3^e division d'infanterie algérienne leur vient en aide deux jours plus tard et le commandement allemand capitule le 28.

Le retentissement mondial de la libération de Paris fit de l'ombre à celle de Marseille. On est cependant frappé par leur similitude. D'abord, leurs dates sont très proches. Surtout, l'une et l'autre sont la conjonction d'un soulèvement populaire et d'une opération militaire menée tambour battant.

Le 19 août 1944, la population parisienne se soulève. Le surlendemain, c'est le tour de Marseille, où un millier de membres des Forces françaises de l'intérieur (FFI) réussissent à déblayer le centre entre la préfecture et la Bourse. Le 22, tandis que les résistants de la capitale demandent l'appui des Alliés, ceux de Marseille sont chez le général de Monsabert, qui est à la tête de la 3^e division d'infanterie algérienne (3^e DIA). Le 23, les premiers tirailleurs entrent dans la cité phocéenne tandis que les premiers chars de la 2^e division blindée sont à l'Hôtel-de-Ville de Paris dans la soirée du 24. Le 25, si les chars de Leclerc enlèvent le Sénat, les hommes de la 3^e DIA prennent pied à Notre-Dame-de-la-Garde. Enfin, le 28 au matin, avec 27 jours d'avance sur les prévisions alliées, Marseille capitule.

Le 16 août, vers 20h30, le débarquement de la 3^e DIA commence sur les plages de Cavalaire. Dès le 17, dans un hurlement de sirène, le général de Monsabert, plus ardent que jamais, quitte Cogolin.

Ses troupes débarquent à peine et leur regroupement se fait sur la ligne de feu même; les unités sont dirigées au fur et à mesure de leur arrivée sur un point

du champ de bataille en fonction de la situation du moment. La 3^e DIA a pour but de déborder Toulon au nord, par les hauts du terrain. Cette mission de couverture va devenir l'objectif principal par l'exploitation rapide et audacieuse de la moindre faille dans le dispositif ennemi. Sans attendre les ordres bien entendu.

Forte résistance ennemie

Le sort de Marseille se décide à l'improviste le 20 août. Ce jour-là, tous les éléments mis à terre convergent vers Toulon. Personne n'envisage encore l'attaque de la cité phocéenne autrement que comme un projet d'avenir. La 3^e DIA ne compte encore que deux régiments d'infanterie : les 3^e et 7^e régiments de tirailleurs algériens (3^e et

7^e RTA). Le 4^e régiment de tirailleurs tunisiens (4^e RTT) ne les a pas encore rejoints. Le 3^e régiment de spahis algériens de reconnaissance est complet et le 7^e régiment de chasseurs d'Afrique finit de récupérer ses tanks destroyers. Le 19 au soir, un détachement de spahis lancé au nord-ouest de Toulon afin de compléter l'investissement de la ville s'est heurté, au carrefour du Camp, à un fort bouchon ennemi, mais, le 20 à l'aube, un dernier effort en a raison. Ainsi, sans l'avoir voulu, la 3^e DIA est en

possession d'un carrefour à mi-chemin entre Toulon et Marseille. Par une route, on boucle Toulon en prenant à revers Le Beausset; par les suivantes, on coupe la route de la Corniche à La Ciotat. Mais rien ne vaut la nationale 8, la route de Marseille. Au début de l'après-midi, le général de Monsabert lance le 7^e RTA en direction de Marseille alors qu'une partie de sa division est toujours engagée dans Toulon.

Le 20 août, le général Schaeffer, chargé de la défense de Marseille, reçoit l'ordre exprès du führer de tenir jusqu'à la dernière cartouche. Il possède en ville des points d'appui fortifiés : la caserne Saint-Charles, les facultés, le Prado et le parc Borely, le port et les abris à sous-marins de Mourepiane. Notre-Dame-de-la-Garde possède ses bunkers, ses abris et son artillerie. Mais les défenses les plus sérieuses s'élèvent sur les routes qui viennent de l'extérieur. Les lisières d'Aubagne sont une forteresse, les pentes qui dominent la ville et l'en-

« On tirait d'un peu partout, sur les toits, derrière les arbres, sans bien savoir qui était l'assiégeant et l'assiégé. »

trée du tunnel de La Ciotat sont semées de casemates... Aubagne, c'est la route qui vient de Toulon.

Le 2^e goupe de tabors marocains (2^e GTM) fait sauter par ses deux flancs le bouchon d'Aubagne : le 20 à midi, ses goudiers finissent de débarquer à Sainte-Maxime, le 21 ils arrivent devant Aubagne et le 22, avant midi, la trouée d'Aubagne est à eux. Dans le même temps, le 7^e RTA, lancé lui aussi par la montagne au nord de la route d'Aubagne, arrive le 21 au soir, sans ■■■

■ ■ ■ avoir rencontré personne en plein faubourg de Marseille.

Le 22, des FFI de Marseille sont parvenus au PC du général de Monsabert, à Gémenos : Marseille s'est soulevée depuis la veille. Des barricades sont élevées dans le centre, les FFI sont maîtres du quartier de la préfecture, une fissure s'est ouverte dans le dispositif de l'ennemi.

Le 23, vers 17 heures, de Monsabert installe son PC au cœur de la ville, dans les bureaux de la région militaire, derrière la préfecture. Le téléphone fonctionne, il fait appeler Schaeffer, le sommant de venir négocier sa reddition. À 18 heures, devant la poterne du fort Saint-Jean, il est face au général allemand et exige une capitulation sans condition. Cette entrevue ne donne rien, mais la garnison de Marseille ne se relèvera pas de ce choc psychologique.

Le général Guillaume décide de pendre contact avec de Monsabert. Dans son livre *Homme de guerre*, il relate : « On tirait d'un peu partout, sur les toits, derrière les arbres, sans bien savoir qui était l'assiégeant et l'assiégé, chacun ayant l'air de faire la guerre pour son propre

compte. En entrant dans le bureau où était installé de Monsabert, je m'écriai : - C'est une histoire de fous !

- Oui, me répondit-il avec une pointe de fierté, et le plus fou c'est moi.

Je ne le contredis pas. On ne savait plus qui de nous ou de l'ennemi était encerclé. Tandis que nous occupions la préfecture, les Allemands tenaient Notre-Dame-de-la-Garde et le Vieux-Port d'où ils prenaient en enfilade la Canebière. »

Reddition honorable

Le moment était venu de reconquérir « la Bonne Mère ». Le 7^e RTA va s'en charger. L'attaque est déclenchée le 25 août. Le 26, les opérations se poursuivent malgré la vive résistance de l'ennemi. Le 7^e RTA est au contact au pied du fort Saint-Nicolas ; le 3^e RTA progresse vers la batterie du Prado ; le 2^e GTM atteint les hauteurs du Roucas blanc et marche sur Endoume. Au sud, le 3^e GTM occupe le parc Borely après de violents combats. Dans le courant de l'après-midi, les batteries de Notre-Dame-de-la-Garde se rendent, tout le promontoire est occupé. Le 27, les opérations de nettoyage de la ville conti-

nent pour préparer l'attaque du port par le 7^e RTA, quand, au soir, une lettre signée du général Schaeffer est remise au chef de la 3^e DIA : l'ennemi propose « la reddition de la garnison dans l'honneur », sinon, dit-il, « nous nous battons jusqu'au bout ».

Le général de Monsabert étudia les conditions d'une reddition honorable mais surtout complète avec un soupire de satisfaction : « En tout cas, ce qui me rassure, c'est que ce soir, pour la première fois depuis que j'attaque Marseille, j'ai la supériorité numérique sur mes adversaires... » Il convoque Schaeffer à son PC le lendemain, 28 août, à 7 heures, pour lui dicter ses conditions. Celui-ci les accepte et à 13 heures les premiers prisonniers entrent au camp Sainte-Marthe. Le lendemain, une messe pour les morts est dite à Notre-Dame-de-la-Garde, puis, sur le Vieux-Port, le long du quai des Belges, défilent tirailleurs, gومiers, chars et FFI. Ainsi s'achève la prise de Marseille, née de la manœuvre de Toulon et de l'initiative audacieuse du général « Monsabre ». ■

Lieutenant-colonel Erwan Poulichet



Reçus en héros par la population marseillaise, des soldats du 3^e régiment de tirailleurs algériens ont reçu des fleurs.

©ECPAD

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



PIRATERIE MARITIME, L'Afrique à l'abordage !

Alors que la piraterie au large des côtes somaliennes est peu à peu jugulée par les marines européennes de l'opération Atalante et par les différentes forces navales américaines et saoudiennes patrouillant dans l'océan Indien, le golfe de Guinée est devenu ces dernières années un inquiétant repaire pour tous les « siphonneurs » d'hydrocarbures qui, depuis leurs embarcations rapides, attaquent à l'arme de guerre les passerelles des navires marchands. Cet ouvrage dresse un bilan contrasté de l'évolution de la piraterie en Afrique. Il analyse l'économie parallèle qu'elle génère, la stratégie des armateurs et des assureurs, la coopération juridique des États ainsi que le sort réservé aux équipages après des abordages de plus en plus violents.

Olivier d'Auzon, avec le concours scientifique de Marc de Rodellec du Porzic, éd. Lavauzelle, 176 p., 18,50 €

LE MONDE EN MARCHÉ

Le grand reporter Renaud Girard présente dans cet ouvrage un « état du monde » en 2014, rédigé notamment à partir des chroniques internationales qu'il publie chaque semaine dans *Le Figaro*. Le point de convergence de ses différentes analyses réside dans l'intuition d'une évidence : les relations internationales s'emballent sous nos yeux, les certitudes les mieux établies vacillent et l'Histoire en marche semble se dérober aux regards perspicaces des observateurs les plus lucides. Comment comprendre aujourd'hui la prétendue faiblesse russe ? L'irrésistible révolution arabe ? L'inébranlable duo franco-allemand ? Ou le repliement de l'Iran ? En quelques pages, Renaud Girard donne sa vision d'une mutation en cours. Chaque article est ensuite complété par des biographies succinctes, des chronologies, des repères lexicaux ou statistiques. Un ouvrage informé qui, sans jamais prétendre prédire l'avenir, montre tout ce que notre monde n'est plus.



Renaud Girard, CNRS Éditions, 376 p., 19 €



DVD - LE DÉFILÉ DU 14 JUILLET 2014

Des répétitions au jour J, dans les airs comme à l'intérieur des véhicules terrestres, les caméras de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) n'ont rien manqué de cette édition 2014. Ainsi, dans ce DVD inédit, vous pourrez retrouver les temps forts du défilé ; les coulisses de la manifestation ; une mini-série baptisée « Mon premier défilé ». Deux clips sont également présentés : « Ils étaient venus du monde entier pour faire la guerre », qui rend hommage aux combattants de la Grande Guerre, et « Une année dans les armées ». Enfin, la partie ROM du produit offre des photos des unités ayant défilé.

Durée 53 minutes, 12,90 €. Commande par Internet sur www.boutique.ecpad.fr Prix spécial de 10 € pour les militaires (sur justificatif).

LE CENTENAIRE 1^{er} régiment de spahis 1914-2014

Essentiellement photographique, ce livre pose un regard original sur le 1^{er} régiment de spahis. Ni recueil d'histoire, ni roman, ni album de photos, cet ouvrage est pourtant tout cela à la fois. Raconter l'histoire de cette unité en quelques pages serait illusoire tant ce siècle d'existence fut riche. Raconter les spahis en romançant leur parcours serait inutile, tant leur passé fut singulier. Se limiter enfin à une compilation de photographies sans en donner les clés, aurait été incomplet. C'est donc au travers du parcours d'un personnage fictif que ce livre propose au lecteur de découvrir l'âme de cette unité indigène, née au Maroc en 1914, et dont le nom reste étroitement associé aux grands rendez-vous de notre histoire. Puissent ces pages donner l'envie de mieux connaître ces soldats qui, aujourd'hui comme hier, se tiennent prêts à l'engagement opérationnel.



Sous la direction du colonel L. Pinon, 128 p., 15 € (+ 8 € frais de port), à commander à la cellule communication du 1^{er} régiment de spahis, Valence. Tél. : 04 75 78 63 58



HISTOIRE DE L'ARMÉE DE L'AIR et des forces aériennes françaises du XVII^e siècle à nos jours

L'armée de l'Air fête cette année ses 80 ans. Le 2 juillet 1934, elle est devenue légalement une armée à part entière, indépendante de la Marine et de l'armée de Terre. Les forces aériennes françaises, cependant, existaient depuis déjà de nombreuses années. En 1914, l'aviation comptait plus d'une vingtaine d'escadrilles ainsi que près de 500 pilotes, et dès les années 1910, marins, artilleurs et ingénieurs du génie avaient saisi derrière les bricolages de quelques passionnés les enjeux considérables de l'aéronautique. Cet ouvrage renouvelle cette fascinante histoire. Rédigé par une demi-douzaine des meilleurs spécialistes de l'armée de l'Air, il retrace les grands épisodes d'une aventure à la fois humaine, technologique, industrielle et stratégique.

Sous la direction de Jean-Marc Olivier, éd. Privat, 548 p., 23 €

ARMÉES D'AUJOURD'HUI